



RAPPORT  
ANNUEL  
CRDI

1974  
1975

IDRC-003/75 e, f

ISBN 0-88936-064-2

1975: Centre de Recherches  
pour le Développement International  
Adresse postale: B.P. 8500, Ottawa  
Canada K1G 3H9  
Siège social: 60, rue Queen, Ottawa  
Prix \$1 (Édition sur microfiche \$1)

---

## Centre de Recherches pour le Développement International

Le Centre de recherches pour le développement international est une corporation publique, créée par loi du Parlement canadien, dont les buts sont "d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions et, dans la réalisation de ces objets,

- (a) de s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et des sciences sociales tant du Canada que de l'étranger;
- (b) d'aider les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et les institutions requises pour résoudre leurs problèmes;
- (c) d'encourager en général la coordination de la recherche pour le développement international; et
- (d) de promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en voie de développement, à leur avantage réciproque."

Siège Social:  
C.P. 8500, Ottawa  
Canada, K1G 3H9





## **Rapport Annuel 1974-75** **Centre de Recherches pour le Développement International**

### **Table des matières**

Lettre du président du Conseil transmettant le Rapport	1
Le Conseil des Gouverneurs	2
Avant-propos	3
Liste des projets ayant fait l'objet d'affectation de fonds au cours de l'exercice 1974-1975	9
Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition	9
Sciences de l'Information	13
Sciences de la Population et de la Santé	15
Sciences Sociales et Ressources Humaines	19
Analyse financière	23
Bilans financiers	27
Projets préliminaires aux programmes	31
Ressources humaines	33
L'élément humain	39
Publications	40

INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE  
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

LOUIS RASMINSKY  
CHAIRMAN

BOX 8500  
OTTAWA, CANADA  
K1G 3H9

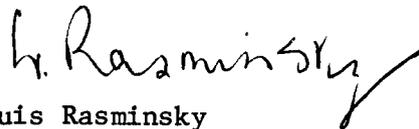
le 14 juillet 1975

L'Honorable Allan J. MacEachen  
Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures  
Ministère des Affaires Extérieures  
Ottawa, Canada

Monsieur:

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, le Rapport Annuel du Centre de Recherches pour le Développement International pour l'année financière qui se termine le 31 mars 1975, afin qu'il soit présenté au Parlement selon ce qui est stipulé à l'article 22 de la loi sur le Centre de Recherches pour le Développement International (Statuts révisés du Canada, 1970, 1er supplément, chapitre 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Louis Rasminsky  
Président du Conseil

## Le Conseil des Gouverneurs

† Louis Rasminsky  
Président du Conseil des Gouverneurs  
Ottawa, Canada

° Louis Berlinguet  
Vice-Président du Conseil des Gouverneurs  
Président du Comité de Direction  
Québec, Canada

°† W. David Hopper  
Président et Administrateur en Chef  
Ottawa, Canada

\*\* Manuchehr Agah  
Téhéran, Iran

° Aklilu Habte  
Addis-Abeba, Éthiopie

Pierre Bauchet  
Paris, France

\* C. Fred Bentley  
Edmonton, Canada

°† Roger A. Blais  
Montréal, Canada

\* Roberto Campos  
Rio de Janeiro, Brésil

Sir John Crawford  
Deakin, Australie

°† Norman T. Currie  
Président du Comité des Finances  
Toronto, Canada

\* A. L. Dias  
Calcutta, Inde

Paul Gérin-Lajoie  
Ottawa, Canada

Peter G. Green  
Halifax, Canada

° Ilunga Kabongo  
Kinshasa, Zaïre

°† Archie R. Micay  
Winnipeg, Canada

R. Stephen Milne  
Vancouver, Canada

° Rex M. Nettleford  
Kingston, Jamaïque

° T. W. Schultz  
Chicago, E.-U.

Dr. Soedjatmoko  
Djakarta, Indonésie

\*\* Victor L. Urquidi  
Mexique

° Sir Geoffrey Wilson  
Londres, Angleterre

° William C. Winegard  
Guelph, Ontario

\* Retraité en Octobre 1974

\*\* Nommé en mars 1975

° Membre du Comité de Direction au 31 mars 1975

† Membre du Comité des Finances au 31 mars 1975

# 1974 1975

## Avant-propos

Nous avons réparti cette année les matières du Rapport annuel en deux livres distincts. Le document unique qui les réunissait précédemment avait pris en effet des proportions trop importantes sans pour autant répondre aux besoins des divers groupes de lecteurs appelés à le lire. Certains de ces groupes — les députés, pour ne citer qu'eux — voudront certainement se pencher sur les détails des recherches que nous avons financées, les bourses de recherches accordées et les dépenses engagées. Le présent livre répondra à leurs questions. D'autres catégories de lecteurs seront moins intéressées par les chiffres, mais voudront se représenter le cadre général des recherches financées par le CRDI. C'est pourquoi la *Revue de l'année 1974-1975* lui fait pendant. Avec plus de méthode qu'on ne pourrait en user dans le cadre plus étroit du Rapport annuel, les auteurs de ce livre se donnent pour tâche de brosser le tableau de la recherche, d'en dessiner les grands traits, d'y situer les réseaux qui y collaborent, d'ombrer les secteurs de concentration particulière; et, au moyen d'une description plus détaillée de quelques projets, d'ajouter de la couleur et des détails à l'ensemble du tableau. Les deux livres ne se chevauchent que dans une faible mesure; ils sont destinés à se compléter. Les statistiques sont ici, les descriptions dans l'autre tome.

Parlons donc statistiques. Pendant l'année 1974-1975, le Conseil des Gouverneurs a approuvé 98 projets appelant des crédits de 23,600,000 dollars. On arrive ainsi, après quatre ans et demi d'activité du Centre, à 252 projets de recherche distincts intéressant 75 pays, au coût global de 50,100,000 dollars. Des programmes découlant de ces projets, 38 ont reçu à ce jour une exécution complète. Il importe de noter que, nombreux étant les programmes qui se déroulent sur deux années ou plus, et les allocations de fonds de recherche se faisant périodiquement sur présentation de rapports financiers par les directeurs de recherche, cette somme de 23,600,000 dollars

n'a pas été déboursée entièrement pendant l'exercice 1974-1975. On trouvera plus loin le détail des déboursés actuels, sous la rubrique Analyse financière.

Une autre somme, de 1,980,000 dollars celle-là, a été affectée au titre de l'année sous étude aux Projets Préliminaires aux Programmes. Il s'agit d'un groupe d'activités telles que des consultations, des conférences, des ateliers de travail, qui sont menées à un stade préliminaire afin d'assurer des fondations solides à un futur projet de recherche. Il y a eu 217 de ces projets durant l'année, dont un certain nombre apparaîtront dans ce rapport sous une brève description.

De par sa structure, le Centre finance la recherche selon les domaines, et non les secteurs géographiques. Les titres des Divisions l'indiquent clairement: Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition; Sciences de la Population et de la Santé; Sciences de l'Information; Sciences Sociales et Ressources Humaines; et Publications. Les bénéficiaires retirés d'un travail de recherche peuvent avoir un retentissement mondial: c'est ce qu'a bien compris le Centre en se donnant pour tâche prioritaire la création de réseaux de chercheurs, de façon à sortir ces derniers de leur isolement et à leur permettre de travailler en collaboration avec des chercheurs d'autres pays ou régions du globe. Qu'un groupe de scientifiques d'un pays quelconque avance une proposition de recherche qui rentre dans le cadre général des activités définies par le Centre et qui porte en elle la promesse d'une large application, c'est à ce pays qu'iront les fonds destinés à cette recherche. Ainsi il n'y a pas de sommes fixes arrêtees au titre d'une année financière pour être réparties entre les différents pays.



Nous étant expliqués sur ce point, il convient maintenant d'attirer l'attention de nos lecteurs sur les domaines d'intérêt et les secteurs géographiques vers lesquels sont allées la plus grande partie de nos subventions. Le lecteur trouvera plus loin des tableaux indiquant les chiffres pour l'année 1974-75 ainsi que les totaux cumulatifs depuis l'année 1970. Il en ressort que près de 38 pour cent des fonds depuis la création du Centre (42 pour cent pour la seule année 1974-75) sont allés à des projets proposés par la Division des Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition; et que la plus grande partie des fonds (33.4 pour cent et 39.6 pour cent, respectivement, pour les périodes considérées ci-dessus) est allée à des projets qui se déroulent en Asie. Le Centre a fait de l'amélioration des conditions économiques et sociales en milieu rural son premier souci. La première chose à faire, évidemment, est d'assurer à ces populations les moyens de se procurer une nourriture suffisante. Il s'ensuit qu'il fallait secourir en priorité la partie la plus peuplée du monde, mais le Centre veille constamment à ce que, dans toute la mesure possible, le Tiers Monde bénéficie dans son ensemble de la recherche entreprise dans une région déterminée.

L'aide du CRDI se partage entre les centres internationaux de recherche et les petits groupes de chercheurs disséminés à travers le monde. Il existe huit ou neuf centres internationaux de recherche agricole où se trouvent concentrés des installations et un rassemblement de cerveaux scientifiques propres à promouvoir vraisemblablement d'importantes découvertes dans ce domaine. Mais ces découvertes devant, pour leur application, passer au banc d'épreuve de climats, d'environnements et de facteurs locaux différents, le Centre a contribué à la recherche expérimentale tant dans ces grands centres qu'en maints autres lieux de "rayonnement" où des variétés améliorées de culture sont essayées sur le terrain.

Citons, en exemple, les travaux qui visent à améliorer la culture des céréales qui sont à la base de l'aliment principal des habitants des régions tropicales semi-arides: le sorgho et le mil, et les légumineuses-grain telles que le pois cajan et le pois chiche. Le CRDI a contribué largement (environ 1,500,000 dollars au total) aux travaux et à l'expérimentation de ces cultures dirigés par des centres en Inde, au Liban, au Nigeria et au Mexique. Il a contribué pour une somme à peu près égale aux travaux de départements universitaires d'agronomie et d'institutions gouvernementales dans toute une gamme de pays: la Trinité, l'Algérie, le Sénégal, l'Éthiopie, la Tanzanie, la Thaïlande, la Papouasie Nouvelle-Guinée. On y procède à des travaux de recherche appropriés aux conditions locales, avec des semences améliorées fournies par les centres internationaux.

Des réseaux semblables se sont étendus à trois continents avec un autre but cette fois, celui de faire du triticale un succédané du blé dans les terres marginales, d'améliorer le manioc tant dans son utilisation humaine qu'animale, et de coordonner la recherche à cette fin. Le Centre a publié pendant 1974-75 des articles résumant les progrès obtenus. Grâce aux publications scientifiques ou suite à un échange de correspondance, des chercheurs spécialisés dans un domaine donné ont pu communiquer valablement avec d'autres collègues, sans oublier de parler de l'utilité des séminaires comme le séminaire sur le manioc tenu en février 1975, en Colombie, avec la participation du Centre.



Au cours de l'année financière 1974-1975 le Centre a encore poussé l'intérêt qu'il porte aux régimes d'exploitation agricole. L'hypothèse de base voudrait que les agriculteurs vivaient mieux si, au lieu d'obtenir des résultats plus que satisfaisants d'une seule culture, ils s'avaient de rechercher des résultats moyennement bons d'une gamme de cultures, assurant ainsi à leur famille un régime alimentaire bien plus équilibré et à eux-mêmes un revenu immédiat. La recherche dans ce domaine est presque achevée en Colombie, dans la région des hauts-plateaux, et elle commence en certaines parties d'Asie, notamment au Bangladesh et en Indonésie. Un regain d'intérêt s'est manifesté dans un autre domaine, celui de la conservation des récoltes, pour réduire les pertes subies à toutes les phases, depuis la récolte proprement dite, le séchage, le battage, la mouture, l'entreposage, la commercialisation jusqu'à la consommation des produits. Procédant à la synthèse de plusieurs études patronnées par le Centre sur les systèmes de conservation après récolte, le directeur des SAAN, M. J. H. Hulse, a lu un document sur cette question à la Conférence des ministres de l'Agriculture du Commonwealth, tenue à Londres en mars 1975. Il y a lieu d'ajouter que le Centre subventionne aussi, en Asie et en Afrique, des projets ayant pour objet l'amélioration de ces techniques de conservation.

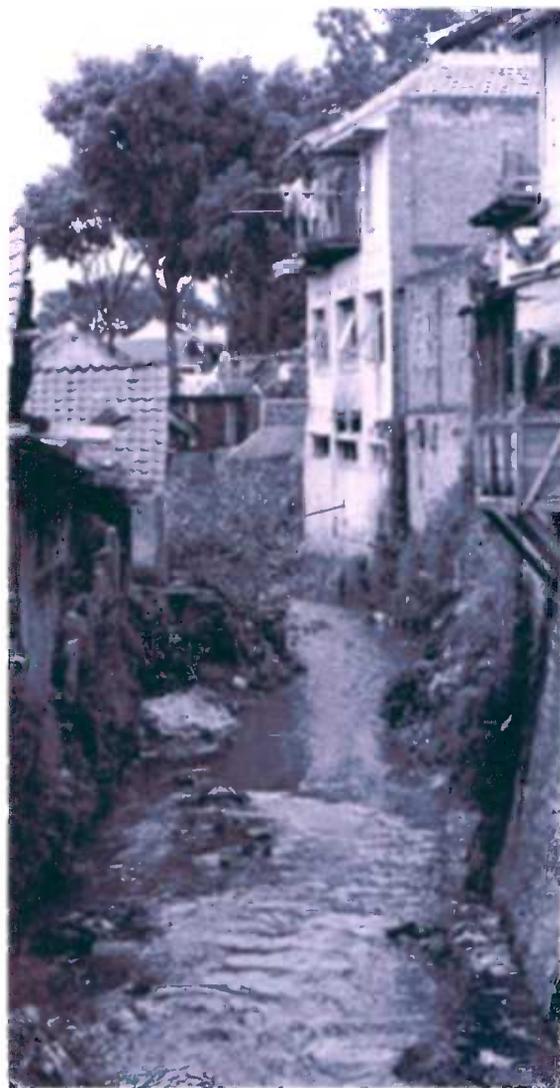
L'année sous étude a vu progresser la planification de la recherche en aquiculture. Le Centre préconise cette forme d'élevage plutôt que les procédés de "prise", vu que les perspectives d'une production accrue de poisson destiné aux pays en voie de développement, particulièrement ceux du Sud-Est asiatique, indiquent clairement le besoin de procéder à une recherche sur le poisson élevé dans les étangs ou dans les eaux côtières. Une initiative importante à cet égard a été la subvention de 826,000 dollars accordée au Southeast Asia Fisheries Development Centre (Centre de développement des pêcheries du sud-est asiatique) aux Philippines. Cette subvention permettra de commencer des recherches sur les chanidés, qui sont une importante source de protéines pour les habitants de la région.

La recherche forestière s'est concentrée sur les régions semi-arides de l'Afrique. Les projets correspondants visent directement à augmenter la production alimentaire soit par la plantation de rideaux d'arbres protecteurs des cultures, soit par le boisement des terres marginales et la conversion à l'agriculture de bonnes terres présentement boisées.

L'utilisation de la main-d'oeuvre féminine en agriculture suscite de plus en plus d'intérêt. En Afrique, par exemple, un réseau de spécialistes étudient les méthodes de traitement domestique des céréales et des légumineuses des régions tropicales semi-arides.

Dans son programme "Information sur le développement" la *Division des Sciences de l'Information* prenait l'an passé une initiative de taille en facilitant

la création d'un système de coopération internationale pour le rassemblement et la dissémination d'informations relatives aux projets, plans, programmes et réalisations dans le développement économique et social (DEVSI). Au début de cette année 1975 le directeur de cette Division, M. John Woolston, a été détaché pour une période d'environ six mois à Genève où il dirigera les travaux d'un groupe d'études chargé de faire passer DEVSI de la phase conceptuelle à la phase opérationnelle. Les autres réseaux internationaux d'information coopérative n'en ont pas moins continué à recevoir un fort appui dans leurs domaines sectoriels respectifs, cet appui consistant à fournir aux institutions des pays en voie de développement les moyens d'y participer, en certains cas par l'octroi de fonds ou la fourniture d'une assistance technique aux coordonnateurs de ces réseaux.





Dans le cadre du programme "Information destinée au développement" les institutions régionales, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, ont commencé à recueillir dans les publications locales les informations de caractère agricole et à les transmettre à l'AGRIS, un système international d'information sur les sciences et la technologie agricoles dirigé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Au sein de la OAA même a été créé un service qui permettra aux institutions des pays en voie de développement de contribuer au fonctionnement de l'AGRIS avant même qu'elles ne soient capables d'utiliser des ordinateurs. Il a été procédé à la création de deux centres d'information agricole très spécialisés, l'un dans le domaine des légumineuses-grain, l'autre dans celui de la science et la technologie de l'irrigation. Une aide a été apportée à un réseau d'information sur les innovations en matière éducationnelle dans les pays en voie de développement.

Le réseau Technonet-Asia, service de consultation s'adressant aux petites industries, a élargi ses cadres pour recevoir des institutions venant de huit pays du Sud-Est asiatique. A la première réunion de son conseil, qui s'est tenue en octobre 1974 au centre de coordination du bureau régional du CRDI à Singapour, il a lancé un programme qui met fortement l'accent sur la formation locale d'ingénieurs en consultation industrielle. Le financement de travaux cartographiques tenant à la planification du développement est allé principalement à l'Afrique bien qu'un nouveau projet de 1974-75, le relevé cartographique des richesses naturelles à partir des mesures prises par satellite, ait débuté en Bolivie et au Soudan.

Les liens entre population, santé et développement ont été mis en évidence par de vastes travaux de recherche et le Centre, par l'organe de sa *Division des Sciences et de la Population et de la Santé*, partageait les vues que la plupart des pays en voie de

développement ont exprimées en août 1974, à la Conférence Mondiale sur la Population tenue à Bucarest. Dans ce domaine, comme dans celui de la production alimentaire, le Centre s'est associé à des organismes internationaux et à d'autres organismes donateurs — l'Organisation Mondiale de la Santé, le Conseil de la Population, la Fondation Ford — pour financer les activités de nombreux gouvernements nationaux et d'institutions régionales.

Au plan international, le Centre s'est intéressé financièrement à la découverte de procédés plus efficaces de contraception et à l'amélioration de la gestion des programmes de planning familial. Un certain nombre de projets au niveau national ont visé la découverte et l'appréciation des variables qui agissent sur le comportement en matière de fécondité: l'éducation, le revenu familial, le degré d'instruction, les valeurs culturelles, de façon à mieux comprendre l'attitude des individus en la matière. Plusieurs de ces projets avaient pour objet direct d'assurer aux gouvernements des informations susceptibles de leur faciliter l'établissement de politiques en matière de population. L'un de ces projets porte sur la création d'un consortium d'organismes marquants du continent latino-américain qui mettent en place, dans leurs régions respectives, des réseaux cohérents de recherche et de séminaires.

Les travaux d'expérimentation en distribution des services de santé en milieu rural ont continué, l'Iran apportant les résultats les plus encourageants. Un programme a également été initié dans un domaine important, quoique jusqu'ici généralement négligé, celui de l'approvisionnement en eau et de l'aménagement sanitaire des localités rurales. Un autre domaine de recherche a été celui de la lutte contre certaines maladies tropicales. Dans ces deux derniers domaines, le Centre a pris part à la création des réseaux de recherche internationaux plus étendus.

La *Division des Sciences Sociales et des Ressources Humaines* a continué à encourager les travaux visant la découverte des moyens qui faciliteraient l'évolution vers la modernisation et le progrès qui s'impose à l'humanité. Le travail de défrichage qui a été fait au sein de la Commission du Pacte des Andes en matière de transfert technologique en est maintenant à un second stade et le travail se fait en contact étroit avec un réseau d'organisations établies sur trois continents pour étudier le mécanisme d'application d'une politique possible en matière de science et de technologie. L'application de principes de gestion au phénomène du développement (la gestion du développement) et les difficultés de cette application sont devenus un sujet de préoccupation majeure dans beaucoup de pays, notamment dans les pays asiatiques et le Centre a réagi à ce problème en finançant des études sur le rendement des entreprises d'État de même que sur celui d'organismes d'un caractère local et même rural.

En matière de sciences sociales appliquées, plusieurs projets ont atteint ou approché avec succès le stade de l'exécution complète en 1974-75. Parmi ceux-ci se trouve l'étude sur les colporteurs et étalagistes et sur leur rôle économique dans la vie de six villes asiatiques et celui qui traite du besoin d'édifier des immeubles à loyers modiques dans huit pays de l'Asie. Une étude sur cette même question a débuté en Amérique latine. La recherche dans le domaine de l'éducation s'est concentrée sur les moyens à prendre pour améliorer la distribution de l'éducation primaire en milieu rural.

L'année en cours a vu l'extension du programme de bourses octroyées au titre des Ressources Humaines, tant à des Canadiens qu'à des étrangers, à différents niveaux de connaissance dans le domaine du développement international. L'action la plus importante dans ce domaine consiste dans la création d'une nouvelle catégorie de bourses, appelées bourses aux associés de recherche senior, dont 10 au plus peuvent être accordées chaque année à des candidats du Canada ou des pays en voie de développement ayant des connaissances professionnelles très poussées. Une autre série de bourses a été créée en vue de faciliter l'accès aux programmes de formation à des chercheurs qui ont été ou seront probablement engagés dans l'exécution de projets financés par le CRDI. Ce programme s'intitule: Bourses de formation ante-post projet. On trouvera plus loin dans ce rapport la liste des bourses qui ont été accordées en 1974-1975.

En septembre le Conseil des Gouverneurs a décidé de créer une *Division des Publications*, soit une cinquième Division au sein du Centre. Dès l'origine le Centre s'était montré extrêmement actif dans la publication de rapports techniques et de textes d'intérêt plus général. C'est en partie en reconnaissance de cette activité croissante, en partie également pour permettre au Centre de financer, dans les pays en voie de développement, des projets qui pourraient être groupés sous le titre général de "Communications sur le développement" que cette Division est venue s'ajouter aux quatre premières. La direction en a été confiée à M. David Spurgeon, rédacteur scientifique ayant une réputation bien établie au Canada depuis plusieurs années et qui a occupé au Centre, depuis 1971, des postes importants.

Au début de l'année, le poste de Vice-Président International est allé à Cheikh Hamidou Kane, du Sénégal, qui a été pendant 10 ans fonctionnaire supérieur de l'UNICEF en Afrique de l'Ouest. Le Cabinet du Vice-Président International a resserré ses liens avec les gouvernements et les organismes de recherche des pays en voie de développement durant l'exercice financier 1974-1975. Au siège d'Ottawa a eu lieu la nomination de deux agents de liaison, l'un pour l'Amérique latine, l'autre pour l'Afrique, venant respectivement de chacune de ces régions. Les bureaux régionaux sont maintenant au nombre de quatre. Après Singapour, Bagota et Dakar, le Bureau

de Beyrouth, dont l'ouverture officielle a eu lieu en novembre, étendra son activité au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord. La direction en est assurée par Salah Dessouki, d'Égypte, précédemment directeur régional du Programme de l'Environnement des Nations Unies. Stanislas Adotevi, du Dahomey, est maintenant directeur de notre Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest); son prédécesseur, Tony Price, sera le directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est que nous ouvrirons à Nairobi vers la mi-1975. C'est à notre Bureau de Singapour que s'est tenue l'assemblée du Conseil des Gouverneurs, en mars de cette année. Les bureaux de Singapour, Bogota et Dakar prennent toujours de l'extension et les Divisions responsables des programmes y ont nommé plus de représentants (en majorité de l'endroit) de façon à rester en contact étroit avec les travaux découlant des projets adoptés et à explorer les possibilités de recherche ultérieure.



M. Lucien Michaud, qui était vice-recteur de l'Université de Sudbury et plus tard directeur de la Recherche et des Programmes internationaux de l'Association des Universités et Collèges du Canada, a pris en novembre le poste de Vice-Président, Relations Canadiennes et avec Organismes Donateurs. La collaboration entre le CRDI et les organismes donateurs — gouvernements étrangers, fondations, organisations internationales — doit aller de pair avec le nombre croissant des programmes. Du côté canadien, bien que le Centre ait mis à profit les ressources intellectuelles de nombreux départements universitaires mobilisées pour effectuer des travaux de recherche fondamentale, travaux qui appuient les projets de recherche dans les pays du Tiers Monde, il faut assurément, pour tirer le plus de bénéfices possibles de quelques futures entreprises communes, aborder les problèmes de collaboration dans une perspective plus vaste et avec une connaissance plus complète des ressources, activités et orientations universitaires.

Il est important également d'assurer une bonne liaison entre le Centre et les ministères fédéraux et provinciaux. La liaison qu'on renforcera d'autre part avec les gouvernements étrangers, les fondations privées, les organisations internationales et non gouvernementales dans le domaine de la recherche pour le développement international appellera le Centre à développer l'aspect de collaboration et de coordination des travaux de recherche avec les autres organismes donateurs, à réduire les lacunes et les chevauchements constatés présentement et à permettre aux cadres supérieurs du Centre un rapide accès aux informations recueillies sur l'activité des autres organismes donateurs dans les domaines d'intérêt du Centre. Le cabinet de M. Michaud aura un rôle important à jouer dans le resserrement de ces différents liens.

Dans la partie suivante, le lecteur trouvera une brève description des projets de recherche approuvés par le Conseil des Gouverneurs en 1974-1975.

# 1974 1975

## Projets qui ont été approuvés durant l'année fiscale 1974-75

### Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition

#### Sorgho (CIMMYT), Phase II

Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo (CIMMYT), Mexico. Poursuivre et développer les recherches entreprises sur les variétés de sorgho résistant aux basses températures, et encourager les fermiers à les adopter grâce à des programmes de formation pratique et de démonstration.

\$124 700 – 2 ans

#### Sorgho/maïs (Papouasie Nouvelle-Guinée)

Université de Papouasie Nouvelle-Guinée. Sélectionner des variétés hâtives à fort rendement de sorgho et de maïs, étudier la possibilité de les cultiver avec la patate douce et former des étudiants diplômés et du personnel de terrain aux méthodes de sélection et de culture.

\$140 200 – 2 ans



#### Cultures des régions semi-arides (Thaïlande)

Faculté d'agriculture, université Khon Kaen. Développer et adapter des variétés améliorées de sorgho, de soja et d'arachides, mettre au point des méthodes de culture pour ces variétés et assurer la formation de chercheurs locaux dans les domaines de la phytosélection et de l'agronomie.

\$311 000 – 5 ans

#### Résistance à la sécheresse (Laval), Phase II

Faculté d'agriculture, Université Laval, Québec. Améliorer et normaliser les méthodes de sélection du sorgho pour ses qualités de résistance à la sécheresse et les étendre au mil à chandelles.

\$80 500 – 2 ans

#### Farines composées (Manitoba), Phase II

Université du Manitoba. Étudier de quelle manière le mélange de farines à base de plantes tropicales telles le manioc et le sorgho à des farines de blé diminue la qualité du pain fabriqué par les machines manuelles et rudimentaires utilisées dans la préparation de la pâte.

\$9 300 – 1 an

#### Mouture et utilisation des grains (Nigeria), Supplément

Ministère de l'Agriculture et des Richesses naturelles du gouvernement du Nigeria. Apporter des modifications à l'équipement des minoteries et en vérifier soigneusement l'état et instruire une économiste ménagère nigériane sur le fonctionnement de la cuisine d'essai et des installations de contrôle de la qualité mises en place récemment.

\$15 000

#### Mouture et utilisation des grains (Nigeria), Phase II

Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles du gouvernement du Nigeria. Créer un système de mouture propre à la préparation, à partir de céréales locales, de farines mixtes et de base pour la fabrication du pain, des pâtes alimentaires, des nourritures pour enfants et autres.

\$160 000 – 2 ans

#### Alfa (Tunisie)

Institut national de recherches forestières, ministère de l'Agriculture, Ariana. Effectuer des recherches dans le but d'augmenter la production de l'alfa et de mettre au point un petit équipement mécanique pour l'arrachage.

\$204 800 – 3 ans

#### STRIGA (Sussex), Supplément

Université de Sussex. Retenir les services d'un assistant de recherche à temps plein affecté au programme de testage d'une mauvaise herbe parasite appelée Striga, défrayer le coût de matériel supplémentaire et les frais de déplacement du chercheur aux lieux des essais outre-mer.

\$19 000 – 1 an

### Lutte contre l'Orobanche (ALAD)

Programme de développement agricole des terres arides (ALAD), Beyrouth, Liban. Établir l'efficacité de nouveaux composés chimiques destinés à lutter contre l'Orobanche, herbe parasite qui nuit sérieusement aux récoltes, surtout au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

\$48 000 – 3 ans

### Triticale (Inde)

Conseil indien de recherche agricole, New-Delhi. Permettre à l'université G.B. Pant d'entreprendre des recherches sur le triticale en vue d'augmenter la production alimentaire dans les plaines et sur les collines pluviales et plus précisément mettre au point des variétés, des méthodes agricoles et des techniques de conservation convenant aux conditions du milieu.

\$241 785 – 3 ans



### Triticale (Kenya)

Ministère des Finances et de la Planification du gouvernement du Kenya. Sélectionner, en collaboration avec des institutions du Mexique et du Manitoba, des variétés de triticale à fort rendement et tester leur résistance à la rouille, et apporter son concours à l'adoption du triticale comme céréale économique en Afrique de l'Est.

\$87 000 – 3 ans

### Manioc (Nigeria)

Université de Ife, Île-Îfe. Déterminer les sources de protéines convenant à l'établissement de rations animales équilibrées et composées principalement de manioc, et établir des paramètres économiques suivant lesquels le manioc deviendrait un élément utile dans les rations alimentaires destinées aux animaux au Nigeria.

\$114 100 – 2 ans

### Manioc (Malaysia)

Institut malais de recherche et de développement agricole (MARDI) du gouvernement de la Malaysia, Selangor. Recherches sur le manioc, avec programme de formation considérable pour les hommes de science et les techniciens de la Malaysia et des pays environnants.

\$320 000 – 4 ans

### Qualités nutritives du manioc (Thaïlande)

Faculté d'agriculture, université Khon Kaen. Déterminer la valeur du manioc pour l'alimentation animale et étudier les aspects technologique et économique de l'utilisation des produits du manioc thaïlandais dans l'industrie nationale de l'alimentation animale.

\$153 000 – 3 ans

### Brûlure bactérienne (Nigeria)

Institut international d'agriculture tropicale (IITA), Ibadan. Étudier la biologie et l'épidémiologie de la brûlure bactérienne du manioc, mettre au point des méthodes de lutte pratiques, et former dans les pays où cette maladie est endémique des spécialistes pouvant la combattre.

\$180 000 – 3 ans

### Transformation du manioc (Thaïlande)

Institut asiatique de technologie, Bangkok. Mettre au point des méthodes améliorées de transformation, d'entreposage et d'emballage des cossettes et des granules de manioc et mettre à la portée des fabricants et agriculteurs de la Thaïlande et des autres régions de l'Asie les résultats de leurs recherches.

\$16 800 – 1 an

### Traitement des légumineuses (Philippines)

Université des Philippines, Los Baños. Découvrir et mettre à l'essai l'équipement nécessaire au décorticage et à la mouture des doliques et autres légumineuses-grain et étudier l'emploi des farines à base de légumineuses dans les plats traditionnels et l'alimentation moderne.

\$21 000 – 2 ans

### Légumineuses de prairies (Caraïbes), Phase II

Université des West Indies, Saint-Augustin, la Trinité. Entreprendre des recherches sur les légumineuses de pâturage à Belize, à Antigua et à la Trinité.

\$197 000 – 2 ans

### Aquiculture (Inde)

Conseil de recherches agricoles du gouvernement de l'Inde. Mettre au point et établir des systèmes expérimentaux productifs de pisciculture mixte dans des étangs de villages en Orissa et au Bengale Occidental.

\$324 000 – 3 ans

### Chanidés (SEAFDEC)

Centre de développement des pêcheries du Sud-Est asiatique (SEAFDEC), Rizal, Philippines. Permettre à son service de pisciculture à Iloilo d'entreprendre un programme de recherche sur l'élevage en vue de la reproduction et de l'alevinage du chanos (chanidés).

\$826 000 – 3 ans

### Récupération des terres (Soudan)

Institut d'éducation et de recherches forestières du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Richesses naturelles du Soudan. Créer des espèces forestières appropriées et mettre au point des méthodes de gestion devant permettre l'aménagement de cordons boisés dans des régions désertiques et semi-désertiques.

\$165 000 – 5 ans



### Technologie forestière (Pacte des Andes)

Junta del Acuerdo de Cartagena, Lima, Pérou. Déterminer les qualités industrielles d'au moins 100 espèces de bois tropicaux de la région relativement peu connus.

\$988 420 – 2 1/2 ans

### Boisement (Kenya)

Service forestier, ministère des Richesses naturelles, Nairobi. Effectuer des recherches sur le boisement des terres arides et marginales ne convenant pas à l'agriculture dans le but de pouvoir éventuellement répondre à la demande locale accrue en produits forestiers.

\$199 500 – 4 ans

### Sous-produits (Mexique)

Conseil national de la science et de la technologie (CONACYT), Mexico. Financer, dans cinq institutions mexicaines, des recherches portant sur la création et l'essai de méthodes d'alimentation du bétail utilisant la canne à sucre et ses sous-produits, étudier les résultats et établir les conséquences économiques de cette alimentation animale à base de canne à sucre.

\$362 900 – 2 ans

### Technologie après récolte (Inde)

Conseil indien des recherches agricoles (ICAR), New-Delhi. Mettre au point des méthodes de conservation après récolte dans le but de réduire les pertes et d'améliorer la qualité, le traitement et la distribution des graines céréalières et légumineuses cultivées dans les petites fermes de l'Inde et pour en augmenter la quantité.

\$360 000 – 3 ans

### Technique de traitement du riz après récolte (Singapour)

Institute of Standards and Industrial Research, Singapour. Mettre au point et vérifier le mode le plus économique d'entreposage en sacs du riz broyé.

\$38 000 – 2 ans

### Systèmes de culture (Bangladesh)

Institut international de recherche sur le riz (IRRI), Manille, Philippines. Permettre de financer l'Institut de recherche sur le riz du Bangladesh dans ses recherches et ses programmes de formation sur la création de systèmes d'exploitation agricole convenant aux petits fermiers, et en particulier ceux qui utilisent la culture intercalaire du riz et d'autres récoltes vivrières.

\$418 200 – 4 ans

### Systèmes de culture (IRRI)

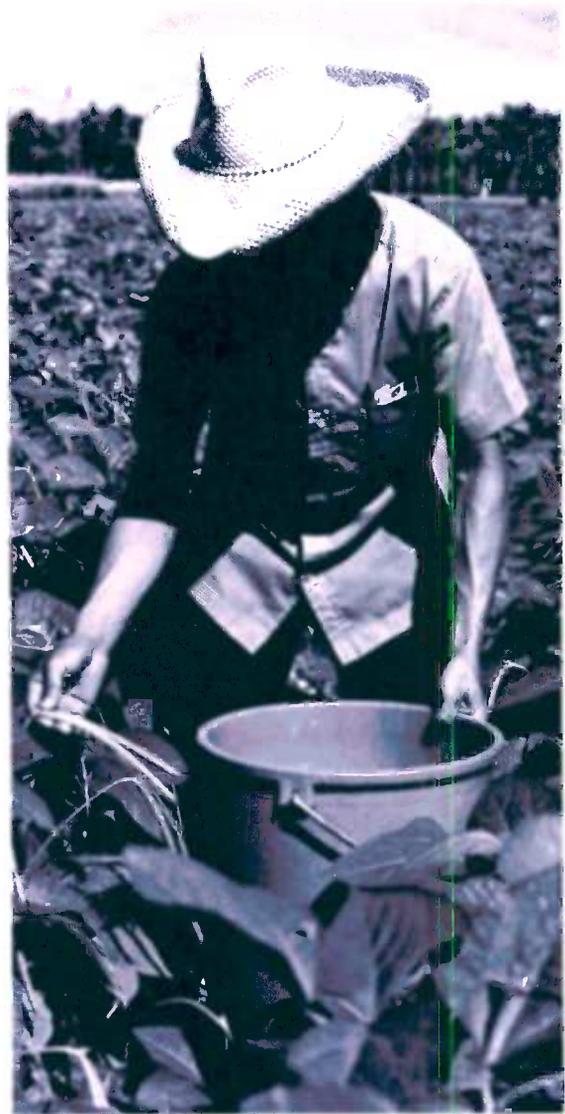
Institut international de recherche sur le riz (IRRI), Manille, Philippines. Étendre ses programmes de recherche sur les systèmes cultureux à d'autres pays du Sud-Est asiatique, faire l'essai, dans diverses conditions agroclimatiques, de nouveaux systèmes cultureux améliorés, former dans les pays en voie de développement des chercheurs et des responsables dans ledit domaine et mettre sur pied un programme d'échange d'information.  
\$1 303 760 – 2 ans

### Polyculture (IRRI), Supplément

Institut international de recherche sur le riz (IRRI), Manille, Philippines. Payer les frais supplémentaires occasionnés par l'affectation d'un agro-économiste au projet.  
\$7 553.16

### Sélection variétale (Philippines)

Institut international de recherche sur le riz (IRRI), Manille, Philippines. Permettre à l'université des Philippines, à Los Baños, d'effectuer un programme de sélection de diverses céréales, de déterminer celles qui conviennent le mieux aux systèmes de polyculture en Asie, et de faire l'essai, en collaboration avec l'IRRI, des génotypes les plus prometteurs dans plusieurs zones agroclimatiques.  
\$288 000 – 4 ans



Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition	Programmes des projets Approuvés au cours de l'exercice 74-75 (en milliers de dollars)	Programmes des projets Approuvés au 31 mars 1975 (y compris des affectations en voie d'approbation) (en milliers de dollars)
Afrique	1,125	5,714
Asie	5,015	7,945
Caraïbes & Amérique latine	1,476	4,022
Divers	19	168
Canada	90	1,125
<b>Total</b>	<b>7,725</b>	<b>18,974</b>
<b>% du total</b>	<b>36.1%</b>	<b>37.8</b>

## Sciences de l'Information

### **Centre d'information sur les légumineuses-grain**

Institut international d'agriculture tropicale (IITA), Ibadan, Nigeria. Établir un centre d'information spécialisé dans les doliques et autres légumineuses-grain.

\$222 500 – 3 ans

### **Centre d'information sur le génie pédologique, Supplément**

Institut asiatique de technologie, Bangkok, Thaïlande. Payer le traitement du personnel supplémentaire et l'augmentation du coût des matières premières et assurer un travail de prospection indispensable si l'on veut que tous les utilisateurs potentiels du Centre d'information asiatique sur les études géotechniques prennent conscience de son existence et puissent en utiliser les services.

\$44 300 – 3 ans

### **Bibliographie sur l'ostréiculture**

Dr D. B. Quayle, Nanaïmo, Colombie britannique. Préparer une bibliographie sur les travaux d'ostréiculture et permettre au Centre de la publier dans la série des monographies du CRDI.

\$4 900 – 6 mois

### **Catalogue ICTA**

Division des Sciences de l'Information du Centre de Recherches pour le Développement International, en collaboration avec l'université des West Indies. Financer la publication du Catalogue du Collège impérial d'agriculture tropicale (ICTA) et sa distribution dans des bibliothèques choisies des pays en voie de développement.

\$35 000 – 8 mois

### **Liste maîtresse de microdocuments (Sud-Est asiatique)**

Division régionale pour le Sud-Est asiatique du Conseil international des archives (SARBICA) de la

Malaysia. Localiser, rassembler et permettre la consultation de tous les documents existant sous microforme dans le Sud-Est asiatique.

\$33 000 – 2 ans

### **Service international d'information sur l'enseignement**

Bureau international d'éducation (IBE), Genève, Suisse. Recueillir, traiter et diffuser l'information sur les innovations en matière d'enseignement et parer de nouvelles études en vue de combler les lacunes dans la documentation actuelle.

\$130 000 – 3 ans

### **Service d'information industrielle et technique (SITI)**

Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du gouvernement de la Bolivie, La Paz. Mettre sur pied et exploiter un service d'information industrielle et technique pour les petites et moyennes industries boliviennes.

\$49 500 – 1 an

### **Documentation sur la recherche en communication (CIESPAL)**

Centro Internacional de Educación Superior en Periodismo para América Latina (CIESPAL), Quito, Équateur. Se procurer et répertorier, dans le but de publier une première bibliographie accompagnée de résumés, tous les travaux importants parus depuis 1960 sur les sciences de la communication appliquées en Amérique latine.

\$49 900 – 1 an

### **Unité centrale de traitement de l'AGRIS**

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (OAA). Établir, à Vienne, une petite unité de traitement des données qui soit en étroite relation avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) et qui fasse partie intégrante de son système international d'information sur l'agriculture (AGRIS).

\$170 800 – 2 ans

### **L'AGRIS en Amérique latine (travaux préliminaires)**

Centro Interamericano de Documentación e Información Agrícola de l'Instituto Interamericano de Ciencias Agrícolas (IICA-CIDIA), San José, Costa Rica. Afin qu'il puisse être, dans le cadre du système mondial d'information sur l'agriculture (AGRIS) de l'OAA, le centre d'enregistrement et de sortie des données pour l'Amérique latine.

\$250 000 – 3 ans

### **Périodique africain sur la santé familiale**

Division des Sciences de l'Information, Centre de Recherches pour le Développement International. Financer la publication, en Afrique francophone, d'une revue illustrée intitulée "Famille et Développement" et qui traite de domaines tels la santé familiale, la nutrition et l'hygiène, le planning familial, etc.

\$644 000 – 3 ans

**DEVSIS: étude de factibilité**

Unesco. Former un Comité de direction et une équipe d'études dans le but d'examiner la praticabilité et l'élaboration du système DEVSIS et permettre au CRDI de confier à des institutions spécialisées la tâche de faire des recherches et de recueillir des données pour alimenter le système.  
\$220 000 – 1 an

**Le DEVSIS en Amérique latine: phase préliminaire**

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL). Permettre au Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES), à Santiago, Chili, de dresser un inventaire et de publier un répertoire des principaux centres d'information d'Amérique latine et des Caraïbes qui traitent de la documentation sociale et économique et, afin de préparer le CLADES à devenir éventuellement le centre régional DEVSIS, pour entreprendre un projet-pilote visant à créer une base automatisée de données sur des documents émanant d'organismes régionaux qui sont en faveur de l'intégration économique.  
\$187 100 – 20 mois

**DEVSIS: enquête de l'Institut asiatique**

Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, Bangkok, Thaïlande. Délimiter et explorer en Asie les principales activités en matière de collecte, de mise en mémoire et de diffusion de documentation sur le développement, analyser les données recueillies et en publier les résultats résumés dans un répertoire.  
\$44 000 – 8 mois

**Carte sismique de l'Éthiopie**

Centre de Recherches pour le Développement International. Financer l'Observatoire géophysique de l'université Hailé Sélassié I pour qu'il puisse obtenir une aide informatique du "Global Seismological Unit" d'Edimbourg et ainsi préparer et publier des cartes sismiques de l'Éthiopie.  
\$25 700 – 18 mois

**ERTS: Soudan**

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Ressources naturelles du gouvernement du Soudan, Khartoum. Créer un service d'application de l'ERTS (Satellite technologique des ressources terrestres) capable de répondre aux besoins particuliers de cartographie thématique des ministères qui s'occupent du développement national, particulièrement dans des régions rurales, et pour former sur place du personnel à cette technique d'information.  
\$180 768 – 18 mois

**ERTS: rivière Desaguadero (Bolivie)**

Programa del Satellite Tecnológico de Recursos Naturales (PSTRN), La Paz. Dresser une série de cartes thématiques du bassin de la rivière Desaguadero, former sur place du personnel à l'analyse automatisée des dossiers de l'ERTS (Satellite technologique des ressources terrestres) et publier un rapport sur ce projet.  
\$70 089 – 1 an

**Centre d'information sur l'irrigation (Israël)**

Centre international d'information sur l'irrigation (CIII), Bet Dagan. Payer les frais supplémentaires du projet.  
\$50 100

**Système d'information automatisé (ISIS)**

Pour l'exploitation du système téléinformatique ISIS (Integrated Set of Information Systems) au Centre de Recherches pour le Développement International, et pour couvrir les frais des services qu'il rend à la bibliothèque.  
\$300 000

**Services de bibliothèque et d'information interne**

En vue de la gestion d'une bibliothèque spécialisée du Centre dans les domaines touchant aux grands secteurs d'activité du Centre, à l'intention de son personnel et des spécialistes de l'extérieur.  
\$500 000

Sciences de l'Information	Programmes des projets Approuvés au cours de l'exercice 74-75 (en milliers de dollars)	Programmes des projets Approuvés au 31 mars 1975 (y compris des affectations en voie d'approbation) (en milliers de dollars)
Afrique	644	1,237
Asie	328	1,401
Caraïbes & Amérique latine	607	683
Divers	778	1,150
Canada	5	1,169
<b>Total</b>	<b>2,362</b>	<b>5,640</b>
<b>% du total</b>	<b>11.0%</b>	<b>11.3</b>

## Sciences de la Population et de la Santé

### **Stérilité — sous-fécondité (Nigeria)**

Universités de Lagos et d'Ibadan. Étudier, dans les régions rurales et urbaines du Nigeria, les facteurs d'ordre socio-économique, clinique et pathologique, qui provoquent la stérilité et la sous-fécondité et recommander des moyens d'aborder ce problème à l'avenir.

\$84 800 – 18 mois

### **Recherche sur la fécondité (Asie du Sud-Est)**

Départements d'obstétrique et de gynécologie, universités de Singapour, de la Malaisie et de Sumatra Utara, Indonésie. Mettre au point un réseau de recherches et de formation dans le domaine de la génétique humaine et établir un secrétariat central pour la collecte de données et la coordination des activités du réseau.

\$263 600 – 3 ans

### **Recherche sur le contrôle de la fécondité (Inde)**

Conseil indien de la recherche médicale, New-Delhi. Étudier les taux de mortalité et de morbidité, et les effets secondaires de la ligature des trompes sur les femmes indiennes. Faire une étude comparative de la stérilisation par les voies vaginale et abdominale.

\$273 285 – 2 ans

### **Analphabétisme et fécondité chez la femme (Turquie)**

Centre d'études de la population, université Hacettepe, Ankara. Étudier les facteurs économiques, sociaux, culturels et géographiques qui sont à l'origine du faible taux d'alphabétisation des jeunes filles turques vivant en milieu rural et indirectement leurs effets sur la fécondité. (Projet des SPS et SSRH)

\$66 800 – 18 mois

### **Rôles et fécondité des femmes (Sud-Est asiatique)**

Institut d'études du Sud-Est asiatique à Singapour. Élaborer et publier une bibliographie sur le rôle et les aspects sociaux, familiaux et juridiques du statut des femmes, ainsi que sur le comportement en matière de fécondité dans le Sud-Est asiatique, en Formose et en Corée.

\$6 400 – 6 mois

### **Étude sur l'incitation à la régulation des naissances (Singapour)**

Université de Singapour. Permettre à son Département de sociologie de faire une enquête sur l'attitude des jeunes familles de Singapour face aux nombreuses familles dans le contexte de mesures législatives adoptées récemment par le pays pour décourager les naissances, et de déterminer l'influence de ces mesures sur la future famille.

\$43 000 – 3 ans

### **Valeur des enfants (Singapour)**

Institut d'études du Sud-Est asiatique à Singapour. Appliquer le tableau de l'entrevue-témoin qu'ont élaboré les enquêteurs sur la valeur des enfants en Asie à un échantillonnage choisi à Singapour, en vue de rechercher leurs avis sur les satisfactions qu'apportent les enfants aux parents et ce qu'ils leur coûtent, ainsi que les motivations qui les poussent à avoir des enfants.

\$32 000 – 2 ans

### **Micro-économie de la fécondité (Thaïlande)**

Université Mahidol, Bangkok. Étude-pilote des budgets des foyers, particulièrement du coût de l'entretien des enfants comparé à la contribution économique qu'ils apportent à la famille, avec évaluation chiffrée du rapport coût/bénéfices, quand elle est possible, et comparaison avec le budget familial et l'intégration sociale et économique des enfants dans la vie familiale.

\$27 600 – 18 mois

### **Variables démographiques et enquêtes-budgets (Sénégal), Supplément**

Ministère des Finances et des Affaires économiques du gouvernement du Sénégal. Défrayer l'augmentation des salaires, des déplacements du personnel affecté aux travaux pratiques, de l'entretien des voitures et du matériel de bureau.

\$64 800

### **Sociétés de la Croix-Rouge**

Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, Genève. Effectuer dans 30 pays une étude visant à déterminer le rôle, les moyens et le potentiel actuels d'un échantillonnage représentatif des Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

\$10 000 – 1 an

### **Fonds spécial de l'OMS pour la recherche sur la reproduction humaine, Supplément**

Organisation mondiale de la santé, Genève. Payer l'augmentation du coût des honoraires et des avantages sociaux versés aux termes du contrat original signé avec le consultant canadien affecté au Programme élargi de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine de l'OMS.

\$42 000

### **Production de soins médicaux de niveau intermédiaire (Nigeria)**

Institut de l'hygiène, Zaria. Mettre au point et apprécier un projet expérimental de soins médicaux et faire des recommandations aux autorités compétentes sur l'amélioration à apporter aux programmes de formation en soins auxiliaires.

\$283 515 – 3 ans

### **Programme d'appui biomédical (Amérique latine)**

Corporación Centro Regional de Población, Bogota, Colombie. Accroître la capacité de recherche de jeunes scientifiques dans le domaine du contrôle de la fécondité grâce à un programme d'octroi de bourses.

\$330 000 – 2 ans

### **Comité d'études comparatives de comportement en matière de population (CCBSP)**

Comité d'études comparatives de comportement en matière de population (CCBSP). Dresser une liste d'individus et d'institutions asiatiques engagés dans la recherche en science du comportement, et faciliter la coordination et la mise en oeuvre de projets de recherche et la diffusion des données recueillies.

\$24 000 – 2 ans

### **Comité international de gestion des programmes en matière de population (ICOMP)**

Fondation du Centre de la population. Permettre au Comité international de gestion des programmes en matière de population (ICOMP), Manille, Philippines, d'améliorer la gestion des programmes actuels de planning familial et de population dans les pays en voie de développement et d'encourager la création et la mise en oeuvre de meilleurs programmes par l'application de concepts et de techniques modernes de gestion.

\$50 000 – 3 ans

### **Comité international de recherche appliquée sur la population (ICARP), Phase II**

Conseil de la population, New York. Permettre à l'ICARP de poursuivre et de développer ses recherches dans les domaines de la population et du planning familial dans les pays en voie de développement.

\$260 000 – 2 ans

### **Politiques en matière de population et de développement (Amérique latine), Supplément**

Centro Latinoamericano de Demografía (CELADE), Santiago, Chili. Poursuivre l'étude entreprise sur l'influence démographique des projets et des plans de développement du Brésil, de Cuba, de Costa Rica et du Chili.

\$26 275

### **Politiques en matière de population — rôle de la femme (Colombie)**

Association colombienne pour l'étude de la population, Bogota, Colombie. Étudier les caractéristiques de la participation féminine, tant au niveau de la famille qu'à celui des institutions, dans plusieurs secteurs de la vie socio-économique et établir des comparaisons avec d'autres pays de la région.

\$60 000 – 18 mois

### **Recherche sur la politique en matière de population (Amérique latine), Phase II**

Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO). Par l'entremise du Colegio de México, permettre au Programme PISPAL (recherches sociales sur les problèmes de politique de population en Amérique latine), de poursuivre et de développer ses recherches concernant l'élaboration de politiques latino-américaines nationales en matière de population.

\$500 000 – 3 ans

### **Enquête démographique nationale (Bolivie)**

Institut national de statistique de la Paz. Entreprendre en Bolivie, en se servant de la méthodologie RETROEDEN, une enquête démographique nationale de base (Encuesta Demográfica Nacional Retrospectiva) qui assurerait la formation et l'expérimentation sur place et procurerait les renseignements nécessaires pour le recensement qui doit avoir lieu à la fin de 1976, et servirait en même temps à éprouver la valeur de la méthodologie RETROEDEN dans le contexte d'un pays qui ne dispose que de peu de données démographiques.

\$50 000 – 8 mois

### **Migrations/publication/CCRP**

Corporación Centro Regional de Población (CCRP), Bogota, Colombie. Terminer la publication des travaux de la Conférence sur l'élaboration de politiques en matière de migration, d'urbanisation et de répartition de la population en Amérique latine, tenue à Sochagota, Colombie, en septembre 1973, grâce au concours du CRDI.

\$6 500 – 6 mois

### Distribution de contraceptifs au niveau des villages (Thaïlande)

Université Mahidol, Bangkok. Élaborer des méthodes appropriées pour la distribution de contraceptifs dans les villages avec l'aide de volontaires et déterminer le nombre des nouvelles acceptations, leur taux annuel de continuation et leur coût annuel unitaire.  
\$42 500 – 2 ans

### Programme de planning familial (Mali), Phase II

Département de Santé familiale du gouvernement du Mali. Étendre à tout le pays le programme-pilote de planning familial en ouvrant 12 cliniques et en établissant des programmes de formation, et pour faire des recherches sur les méthodes de planning familial utilisées et l'effet du programme sur la démographie.  
\$243 500 – 2 ans

### Santé et planning familial en milieu rural (Haïti)

Centre d'hygiène familiale, Département de la santé publique et de la population, Port-au-Prince, Haïti. Entreprendre les recherches, la formation et les évaluations nécessaires à la mise sur pied d'un programme-pilote de trois ans sur la santé et la population dans les régions rurales.  
\$233 000 – 3 ans

### Nouvelles méthodes d'élimination des déchets humains (Tanzanie)

Conseil national de la recherche scientifique, Dar es-Salaam, Tanzanie. Adapter aux conditions et au climat tropicaux un système d'élimination des déchets connu sous le nom de "compostage" (qui s'appuie sur la décomposition organique des déchets humains et des ordures ménagères organiques) en se servant de matériaux trouvés sur place, et pour faire des études comparatives concernant les méthodes traditionnelles d'élimination des déchets.  
\$223 500 – 2 1/2 ans

### Usine de traitement des eaux (Pérou)

Organisation panaméricaine de la santé (PAHO), Washington, D.C.. Permettre au Centre panaméricain de technologie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS), Lima, de mesurer le rendement de l'usine de traitement des eaux El Imperial et de proposer tout changement susceptible de réduire les frais d'exploitation et de construction.  
\$14 700 – 15 mois

### Fonds fiduciaire de l'adduction d'eau et de l'assainissement dans les campagnes

Fonds fiduciaire pour le Comité ad-hoc d'adduction d'eau et d'assainissement dans les campagnes qu'administre l'Organisation mondiale de la santé. Poursuivre l'examen des besoins d'extension du programme international d'information et étudier ceux des centres internationaux, régionaux et nationaux, ainsi que ceux d'un centre international de consultation.  
\$50 000 – 18 mois

Sciences de la Population et de la Santé	Programmes des projets Approuvés au cours de l'exercice 74-75 (en milliers de dollars)	Programmes des projets Approuvés au 31 mars 1975 (y compris des affectations en voie d'approbation) (en milliers de dollars)
Afrique	900	2,429
Asie	1,382	2,298
Caräibes & Amérique latine	1,503	3,606
Divers	412	1,244
Canada	0	74
Total	4,196	9,651
% du total	19.7%	19.2



## Sciences Sociales et Ressources Humaines

### Documentation et analyse des programmes de développement au Canada

Development Associates, Edmonton, Alberta. Rassembler l'information sur les expériences canadiennes en matière de développement, expériences applicables aux pays en voie de développement, et dresser le répertoire des Canadiens engagés dans des projets de développement couronnés de succès.  
\$9 400 – 1 an

### Mise en oeuvre des programmes de développement (EROPA), Supplément

Eastern Regional Organization for Public Administration (EROPA), Manille, Philippines. Publier un ouvrage consacré à cinq études régionales financées par le Centre et portant sur la mise en oeuvre de projets de développement en Inde, en Iran, en Corée, au Népal et à Sri Lanka.  
\$4 500 – 6 mois

### Influence socio-économique des routes (Malaysia)

Université Nanyang, Singapour. Étudier l'influence de la Trans-Sarawak sur les régions avoisinantes, tout particulièrement en ce qui a trait aux changements socio-culturels amenés par la création de cette autoroute, et voir dans quel sens certaines des principales villes côtières et autres villes desservies par la Trans-Sarawak se sont développées ou au contraire ont régressé.  
\$49 500 – 18 mois

### Progrès techniques et sociaux (Indonésie et Malaysia), Supplément

Université Sains Malaysia, Universitas Syiah Kuala, Indonésie, et Université Laval, Québec. Procéder à de nouvelles analyses des données recueillies au cours de la phase initiale du projet et en diffuser les résultats, et former des chercheurs autochtones aux méthodes de recherche comparatives.  
\$47 878 – 1 an

### Étude économique et de gestion (Népal), Supplément

Management Consultants & Co., Katmandou. Payer les dépenses supplémentaires encourues au cours de la durée originale prévue pour réaliser le projet et de la période de temps supplémentaire accordée.  
\$2 756

### Organisation scientifique de la recherche (Asie)

Centre régional d'études supérieures et de recherches en agriculture du Sud-Est asiatique (SEARCA), Los Baños, Philippines. Assurer dans cinq pays la coordination d'un programme de séminaires et de cours de formation destiné à créer des compétences en administration de la recherche qui puissent favoriser l'adoption de techniques agricoles modernes. (Les pays participants: la Formose, l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines et la Thaïlande).  
\$248 000 – 3 ans

### Rendement des entreprises d'État en Asie

Institut des études sur le développement du Bangladesh, Dacca; Bureau des entreprises d'État du gouvernement de l'Inde, New-Delhi; Institut coréen de développement, Séoul; Institut de développement des Philippines, Rizal; Institut national d'administration de Sri Lanka, Colombo; Institut national pour l'administration du développement (NIDA), Bangkok, Thaïlande, et deux récipiendaires non-choisis. Décrire méthodiquement le secteur des entreprises d'État de chacun de ces pays, établir, suivant les objectifs nationaux, des critères de rendement et recommander des mesures précises pour l'amélioration du rendement des entreprises d'État dans chaque pays; et, à l'Institut de développement de la Corée, Séoul, pour créer le bureau du coordonnateur du projet qui sera chargé de la surveillance d'ensemble de l'avancement du projet, de l'organisation des réunions, de la diffusion d'information et de renseignements parmi les participants et des dispositions à prendre en matière de formation et de mise en commun des connaissances.  
\$576 190 – 2 ans

### Développement rural (Kenya)

Université de Nairobi. Étudier les modèles de direction, la répartition des ressources et la centralisation des pouvoirs dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de développement rural au Kenya.  
\$48 600 – 2 ans

### Collaboration de développement régional (Asie du Sud-Est), Supplément

Centre de Recherches pour le Développement International. Défrayer l'augmentation des tarifs aériens et les frais de séjour des participants aux deux dernières réunions consacrées au projet ci-haut mentionné et d'en augmenter le nombre.  
\$45 000

### **Migration rurale-urbaine (Papouasie Nouvelle-Guinée)**

Université de Papouasie Nouvelle-Guinée. Permettre à son Comité de recherches en économie rurale-urbaine et la Station de recherche sur la Papouasie Nouvelle-Guinée de l'université nationale d'Australie d'étudier la nature, les raisons et les conséquences économiques de la migration des populations rurales vers les centres urbains de Papouasie Nouvelle-Guinée.

\$34 000 – 18 mois

### **L'emploi des techniques d'enseignement, Supplément**

Association des universités et instituts de recherche des Caraïbes (UNICA), Kingston, Jamaïque. Participer à la création d'un système qui assurerait la réalisation des programmes actuels et encouragerait la mise en valeur permanente des ressources régionales.

\$71 000 – 15 mois

### **ECIEL — Questions économiques dans le domaine de l'éducation**

Estudios Conjuntos sobre Integración Económica Latinoamericana (ECIEL), Rio de Janeiro, Brésil. Permettre à 20 institutions membres de l'ECIEL d'étudier le rapport existant entre l'éducation et le développement économique et social de leurs pays respectifs.

\$125 000 – 4 ans

### **Habitations à loyers modiques (Amérique latine)**

Sociedad Interamericana de Planificación (SIAP), Bogota, Colombie. Financer une étude entreprise par des institutions de recherche de sept pays d'Amérique latine dans le but de proposer des politiques et des programmes visant à améliorer la situation des habitants à loyers modiques.

Institutions participantes: Universidad de los Andes, Colombie; Universidad de Costa Rica; Instituto para el Desarrollo Económico Social de América Central, Guatemala; Centro Operacional de Vivienda y Poblamiento, Mexique; Universidad de Panamá; Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima, El Salvador; Oficina de Estudios Económicos, Venezuela.

\$345 000 – 21 mois

### **Habitations à loyers modiques (Sud-Est asiatique), Supplément**

Centre de Recherches pour le Développement International. Défrayer l'augmentation des tarifs aériens et les frais de déplacement et de séjour de nouveaux participants aux deux dernières réunions consacrées au projet Habitations à loyers modiques (Sud-Est asiatique).

\$50 000

### **Système de distribution (Îles du Pacifique)**

Université nationale australienne, Canberra, et université du Pacifique Sud, Suva, îles Fidji. Étudier les systèmes de distribution des produits alimentaires et d'autres denrées des îles Tonga, des îles Fidji et des Nouvelles-Hébrides et mettre à la disposition des dirigeants locaux les résultats de l'étude.

\$160 000 – 2 1/2 ans

### **Réseau de recherche agro-économique sur le riz**

Institut international des recherches sur le riz (IRRI), Manille, Philippines. Déterminer les facteurs responsables des variations existant entre la production actuelle et potentielle du riz de certaines exploitations agricoles, et les mesures qui doivent être prises pour enrayer les facteurs freinant la production dans des milieux agricoles précis.

\$600 000 – 3 ans

### **Incidence des changements apportés à la culture du riz (Asie), Supplément**

Institut international de recherche sur le riz, Manille, Philippines. Permettre la publication des résultats de ce projet.

\$10 000 – 10 mois

### **Systèmes d'irrigation (Indonésie)**

Institut de recherches en sciences sociales de l'université chrétienne Wacana, Salatiga, Java. Étudier les différents systèmes d'irrigation actuellement en usage en Java Centrale et à l'île de Bali dans le but de formuler des propositions concernant les meilleures méthodes pour irriguer les rizières des fermiers locaux.

\$9 200 – 9 mois

### **Étude sur les politiques technologiques dans les Caraïbes**

Institut d'études sur le développement de l'université de Guyane, Georgetown, et Institut de recherches sociales et économiques de l'université des West Indies, Kingston, Jamaïque. Étudier les méthodes grâce auxquelles des techniques ont été transmises aux Caraïbes du Commonwealth, évaluer leurs effets et proposer des moyens d'en augmenter les avantages économiques et sociaux.

\$302 549 – 2 ans

### **Institut de recherches pour une politique internationale de l'alimentation**

Centre de Recherches pour le Développement International. Financer, en collaboration avec les fondations Ford et Rockefeller, la création à Washington, D.C., de l'Institut de recherches pour une politique internationale de l'alimentation, qui sera une organisation à but non lucratif dirigée par un conseil international de l'alimentation, qui s'engagera: (a) à augmenter la production alimentaire mondiale, notamment chez les nations à faibles revenus; (b) à fixer et à faire connaître les actions et les politiques possibles, de nature à provoquer une augmentation permanente des réserves alimentaires mondiales; et (c) à fournir des renseignements et des analyses objectives sur les problèmes alimentaires mondiaux, et à proposer des solutions possibles.  
\$2 250 000 – 3 ans



### **Réseau de recherches sur les facilités accordées aux étudiants**

Division des Sciences Sociales et Ressources Humaines du Centre de Recherches pour le Développement International. Appuyer un programme de recherche visant à fournir à des participants d'Éthiopie, d'Indonésie, du Népal, des Philippines, du Sri Lanka et de Thaïlande l'occasion de se réunir et d'analyser des renseignements sur des programmes de facilités accordées aux étudiants, d'élaborer un réseau d'échange de renseignements et de présenter des recommandations en vue de l'amélioration de programmes existants de facilités accordées aux étudiants.  
\$492 360 – 18 mois

### **Conseil d'études asiatiques sur la main-d'oeuvre (CAMS) — I**

Conseil d'études asiatiques sur la main-d'oeuvre (CAMS), Makati, Philippines. Financer les projets de recherche de deux comités du CAMS: Comité II — Emploi et répartition des revenus; Comité V — Commerce et emploi.  
\$32 000 – 1 an

### **Développement des ressources humaines**

Centre de Recherches pour le Développement International. Poursuivre, pour une cinquième année, son programme de bourses destinées à encourager et à promouvoir les aptitudes individuelles dans le domaine du développement.  
\$1 793 500

<b>Sciences Sociales et Ressources Humaines</b>	<b>Programmes des projets Approuvés au cours de l'exercice 74-75 (en milliers de dollars)</b>	<b>Programmes des projets Approuvés au 31 mars 1975 (y compris des affectations en voie d'approbation) (en milliers de dollars)</b>
Afrique	48	1,055
Asie	2,080	5,105
Caraïbes & Amérique latine	844	1,529
Divers	4,128	6,401
Canada	9	1,786
<b>Total</b>	<b>7,109</b>	<b>15,876</b>
<b>% du total</b>	<b>33.2%</b>	<b>31.7</b>

<b>Totaux rassemblés</b>	<b>Total</b>		<b>% du total</b>	
	<b>Programmes des projets Approuvés au cours de l'exercice 74-75 (en milliers de dollars)</b>	<b>Programmes des projets Approuvés au 31 mars 1975 (y compris des affectations en voie d'approbation) (en milliers de dollars)</b>	<b>Programmes des projets Approuvés au cours de l'exercice 74-75 (en milliers de dollars)</b>	<b>Programmes des projets Approuvés au 31 mars 1975 (y compris des affectations en voie d'approbation) (en milliers de dollars)</b>
Afrique	2,717	10,435	12.7	20.8
Asie	8,805	16,749	41.2	33.4
Caraïbes & Amérique latine	4,430	9,840	20.7	19.6
Divers	5,337	8,963	24.9	17.9
Canada	104	4,154	0.5	8.3
<b>Total</b>	<b>21,393</b>	<b>50,141</b>		
<b>% du total</b>			<b>100%</b>	<b>100%</b>

# 1974 1975

## Analyse Financière

### Budget 1974-1975

Le Centre prévoyait des revenus liquides, pour l'année financière 1974-1975, s'élevant à 24,833,000 dollars et provenant des ressources suivantes: une subvention du Parlement de 19 millions de dollars, un report des surplus des années précédentes de 4,590,000 dollars et des gains en intérêts, selon les prévisions, de 1,243,000 dollars. Sur la base de ces revenus escomptés, le Conseil des Gouverneurs était en mesure de décider des affectations d'un montant total de 34,256,000 dollars ce qui représentait une augmentation de 16 pour cent sur les prévisions budgétaires initiales de l'année précédente.

Il était prévu en outre que, sur ce budget, les engagements atteindraient officiellement 29,528,000 dollars dont 26,263,000 dollars seraient attribués au soutien financier des programmes, tandis que 3,265,000 dollars iraient à l'administration générale. Les engagements de l'année en cours et ceux des années précédentes emploieraient 21,100,000 dollars mais, une fois terminées, les activités entreprises aux termes de ces engagements, le Centre se retrouverait avec un surplus en caisse de 3,733,000 dollars à la fin de son année fiscale.

### Programme du Centre pour l'année 1974-1975

Dans la mise en œuvre de son programme pour l'année 1974-1975, le Centre réussit de très près à se tenir dans les limites de son budget. Un total de 32,213,000 dollars d'affectations furent approuvées, soit 94 pour cent du budget. De ce montant, 28,704,000 dollars, ou 89 pour cent du total, sont allés au soutien des opérations entreprises par les Divisions. Les engagements formels pris au cours de l'année ont porté sur 29,184,000 dollars, soit 99 pour cent du budget. Les dépenses se sont élevées à 20,227,000 dollars, soit 96 pour cent du montant prévu à ce titre. Il y a lieu de noter que, compte tenu de l'ampleur du programme et de la diversité de ses

activités, le Centre a fait preuve de bonnes aptitudes administratives comme en témoigne le faible écart entre les prévisions budgétaires et les sommes réellement dépensées. Les trois indices, ci-dessus étudiés, opposés à ceux de l'année dernière indiquent clairement une solide base de croissance, au cours de l'année sous étude; les affectations ont augmenté de 43 pour cent, les engagements de 60 pour cent et les dépenses de 56 pour cent, par comparaison avec l'année 1973-1974.

Il découle de ces activités, que le Centre a terminé son année financière avec des affectations non suivies d'engagements de 11,521,000 dollars, des engagements en cours de 18,754,000 dollars et une encaisse excédentaire de 4,629,000 dollars. Cet excédent résulte d'une somme de 896,000 dollars au titre de dépenses non effectuées et d'une autre de 48,000 dollars au titre de gains en intérêts plus importants que prévus.

### Frais de gestion générale

Pour la première fois en trois ans les frais d'administration générale n'ont pas été touchés dans une mesure importante par les dépenses extraordinaires dues à l'installation du Centre dans ses nouveaux locaux. Les dépenses en 1974-1975 ont été de 3,509,000 dollars (2,856,000 dollars en 1973-1974). Cette augmentation de 23 pour cent environ, reflète les augmentations de personnel ainsi que l'escalade des salaires et des frais d'exploitation. Maintenant que l'infrastructure du Centre est pratiquement terminée, il y a lieu de croire que les frais d'administration augmenteront dorénavant à un taux plus modéré.

La part des frais de gestion générale dans les dépenses totales représente 17.3 pour cent, alors que le budget l'avait estimée à 16 pour cent.

Les dépenses de la gestion des divisions se sont élevées à 3,409,000 dollars (ou 16.9 pour cent) des dépenses totales; le budget les avait estimées à 16 pour cent.

Le coût de l'administration des quatre bureaux régionaux (1,150,000 dollars) représente 5.6 pour cent de l'ensemble des dépenses.

### Projets spéciaux

Le CRDI administre à titre d'agent de l'Agence canadienne pour le Développement international (ACDI) le projet de recherche sur le triticales et celui du Manioc/Porcs. Au cours de l'année 1974-1975, les dépenses de soutien de ces deux programmes se sont élevées à 2,009,921 dollars, pendant que d'autres programmes réclamaient un appui financier de 45,761 dollars. Aux termes de l'arrangement conclu entre les deux organismes, les frais d'administration de ces deux projets sont supportées par le CRDI. Ils se sont élevés à quelque 28,720 dollars pour la présente année financière.

Les tableaux I et II font ressortir certains des plus importants aspects financiers de l'activité du Centre pour l'année en cours.

Le tableau III établit une comparaison entre les résultats réels de l'année financière et les estimations budgétaires; il montre également les résultats réels de l'année 1973-1974 avec indication des estimations

pour 1975-1976. Ces chiffres révèlent clairement la vigoureuse tendance à la croissance que présente le Centre actuellement.

Le tableau IV est un graphique de la ventilation des ressources du Centre entre ses diverses Divisions, avec indication des dépenses réelles encourues pour l'année.

Tableau I

## Rapport de gestion

(en milliers de dollars) (A l'exclusion des Projets spéciaux)

Secteur/Activité	Budget approuvé	Affectations approuvées	Solde disponible pour affectation
<b>1. Activités des Programmes</b>			
Sciences de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Nutrition	8,900	9,370	(470)
Sciences de l'Industrie et de l'Ingénierie	100	30	70
Sciences de l'Information	4,976	3,631	1,345
Sciences de la Population et de la Santé	6,630	5,139	1,491
Sciences Sociales et Ressources Humaines	7,695	8,692	(997)
<b>2. Liaison et Relations Extérieures</b>	1,765	1,842	(77)
<b>3. Administration</b>			
Gestion Générale	3,615	3,509	106
Réserve non affectée du Centre	575	—	575
<b>Total</b>	<b>34,256</b>	<b>32,213</b>	<b>2,043</b>

Tableau II

## Affectation des revenus aux projets et l'administration — 1974-75 et 1973-74

(en milliers de dollars)

Activités du CRDI	Affectations approuvées			
	1974-75	%	1973-74	%
Projets des Programmes	22,066	68.5	15,577	68.9
Projets Préliminaires des Divisions	2,083	6.4	1,278	5.6
Bureaux régionaux	1,146	3.6	541	2.5
Administration des Programmes	3,409	10.6	2,329	10.4
Administration Générale	3,509	10.9	2,856	12.6
<b>TOTAL</b>	<b>32,213</b>	<b>100.0</b>	<b>22,581</b>	<b>100.0</b>

Pour les douze mois se terminant le 31 mars

Engagements	Engagements cumulatifs 1974-75	Versements de numéraires au cours de 1974-75	au 31 mars 1975		
			Crédits non engagés	Engagements en cours	Total des imputations
9,642	14,107	5,426	2,527	8,681	11,208
28	30	25	—	5	5
4,219	4,591	2,225	1,465	2,366	3,831
5,141	7,037	3,626	1,795	3,411	5,206
4,803	7,826	3,639	5,734	4,187	9,921
1,842	1,881	1,777	—	104	104
3,509	3,509	3,509	—	—	—
%	—	—	—	—	—
29,184	38,981	20,227	11,521	18,754	30,275

Engagements cumulatifs				Dépenses courantes			
1974-75	%	1973-74	%	1974-75	%	1973-74	%
28,244	72.4	15,571	68.3	10,480	51.8	6,442	49.6
2,673	6.9	1,495	6.6	1,683	8.3	826	6.4
1,146	2.9	541	2.4	1,146	5.7	541	4.1
3,409	8.8	2,329	10.2	3,409	16.9	2,329	17.9
3,509	9.0	2,856	12.5	3,509	17.3	2,856	22.0
38,981	100.0	22,792	100.0	20,227	100.0	12,994	100.0

Tableau III

## Centre de Recherches pour le Développement International

1974-75 Mise en oeuvre du budget

(en millions de dollars)

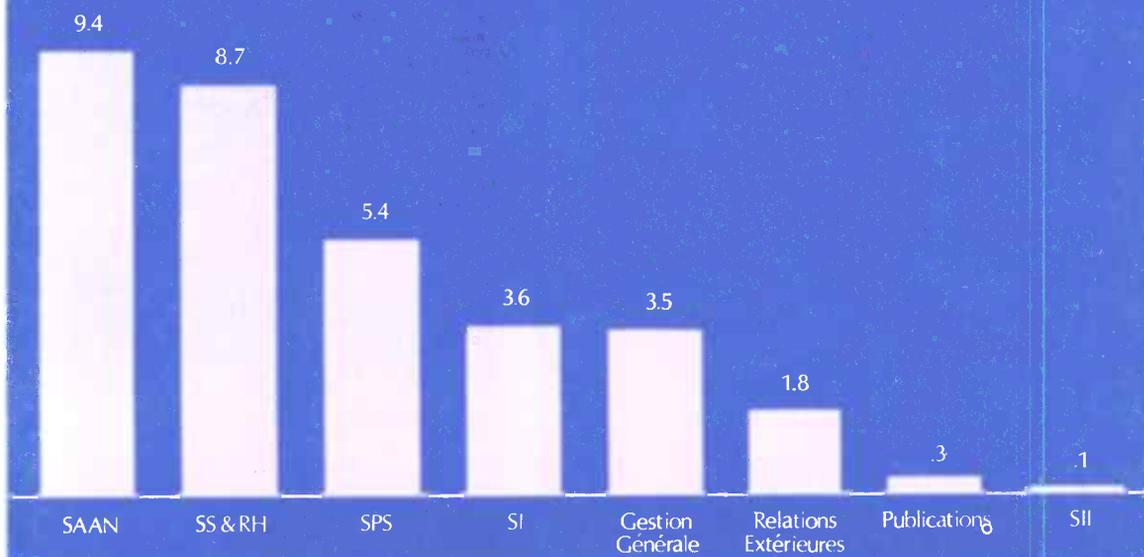
	1973-74 Depenses réelles	1974-75 Depenses réelles	1974-75 Budget	1975-76 Prévisions
Affectations	22.6	32.2	34.3	47.1
Engagements	18.2	29.2	29.5	41.2
Affectation non suivies d'engagements	9.2	11.5	13.9	19.8
Revenus	14.8	20.3	20.2	28.6
Dépenses	13.0	20.3	21.1	29.5
Encaisse excédentaire	4.6	4.6	3.7	2.8

Tableau IV

## Centre de Recherches pour le Développement International

1974-75 Engagements réels comparés au budget

(en millions de dollars)



**Centre de Recherches pour le  
Développement International  
et  
L'honorable Allan J. MacEachen, C.P., député  
Secrétaire d'État aux Affaires Extérieures  
Ottawa**

Messieurs,

J'ai examiné le bilan du Centre de Recherches pour le Développement International au 31 mars 1975, ainsi que l'état des revenus et dépenses, et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'année terminée à cette date. Mon examen a comporté une revue générale des méthodes de comptabilité et les sondages de registres comptables et de pièces justificatives que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 1975, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que le Centre, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma très haute considération.

**J. J. Macdonell**  
L'Auditeur général du Canada

**CENTRE DE RECHERCHES  
POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL**  
(Institué par la Loi sur le Centre de Recherches pour le Développement International)

**Bilan au 31 mars 1975**

Actif

	1975	1974
Encaisse	\$ 143,068	\$ 89,096
Dépôts à court terme et intérêts courus	4,931,488	4,959,561
Bonds d'Épargne du Canada et intérêts courus	51,551	51,551
Comptes d'effets à recevoir	140,390	80,146
Dépenses payées d'avance	59,590	26,261
Propriétés: prix coûtant	\$171,084	
Moins: amortissement accumulé	4,409	
	166,675	44,084
Dépôts en garantie	33,280	20,480
	\$5,526,042	\$5,271,179

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Certifié vrai:

**R. J. Audet**

Trésorier

Approuvé:

**Lucien F. Michaud**

pour le Président

Passif et Excédents

	1975	1974
Comptes d'effets à payer et passif couru	\$ 808,890	\$ 603,839
Fonds fournis par d'autres pour projets spéciaux	88,363	77,795
Excédents:		
Solde au début de l'année	\$4,589,545	
Plus: Excédent des revenus sur les dépenses	39,244	
	4,628,789	4,589,545
Solde à la fin de l'année	\$5,526,042	\$5,271,179

J'ai examiné le bilan ci-dessus ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état de l'évolution de la situation financière y relatif et j'ai adressé, en date du 25 juin 1975, un rapport à ce sujet au Centre de Recherches pour le Développement International et au Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures.

**J. J. Macdonell**

Auditeur Général du Canada

## État des revenus et dépenses pour l'année terminée le 31 mars 1975

	1975	1974
<b>Revenus:</b>		
Octroi reçu en conformité du: crédit no 30 des Affaires Extérieures (crédit no 25 en 1973-74)	\$19,000,000	\$14,000,000
Intérêts gagnés	1,291,161	825,127
Revenus divers	2,314	—
	<u>20,293,475</u>	<u>14,825,127</u>
<b>Dépenses:</b>		
Programmes		
Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition	5,424,868	3,242,426
Sciences Sociales et Ressources Humaines	3,638,347	2,629,058
Sciences de la Population et de la Santé	3,625,534	2,178,436
Sciences de l'Information	2,225,471	1,152,754
Liaison et Relations Extérieures	1,777,245	895,314
Sciences de l'Industrie et de l'Ingénierie	25,101	39,093
Projets spéciaux	\$2,084,402	
Moins: Fourni par l'Agence Canadienne de Développement International	2,009,921	
Autres	45,761	
	<u>2,055,682</u>	
	28,720	25,900
	<u>16,745,286</u>	<u>10,162,981</u>
<b>Administration</b>		
Traitements, allocations et avantages sociaux	1,674,691	1,010,854
Logement	584,368	896,462
Déplacements et déménagements du personnel	216,173	99,646
Communications	215,302	159,112
Fournitures et matériel de bureau	159,664	209,570
Services professionnels et services spéciaux	156,154	171,858
Impression et reproduction	143,719	111,547
Assemblées des Gouverneurs, honoraires et déplacements	141,827	83,351
Approvisionnements de bureau	111,916	63,289
Divers	105,131	50,781
	<u>3,508,945</u>	<u>2,856,470</u>
	<u>20,254,231</u>	<u>13,019,451</u>
Excédents des revenus sur les dépenses	<u>\$ 39,244</u>	<u>\$ 1,805,676</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

**État de l'évolution de la situation financière pour l'année terminée le 31 mars 1975**

	1975	1974
<b>Fonds provenant de:</b>		
Résultats des opérations		
Excédent des revenus sur les dépenses	\$ 39,244	\$1,805,676
Plus: amortissement accumulé	4,167	242
	<hr/>	<hr/>
	43,411	1,805,918
Augmentation du passif		
Comptes d'effets à payer et passif couru	205,051	116,897
Fonds extérieurs pour projets spéciaux	10,568	—
Diminution de l'actif		
Placements à court terme	28,073	—
	<hr/>	<hr/>
	287,103	1,922,815
<b>Fonds destinés à:</b>		
Augmentation de l'actif		
Placements à court terme	—	1,484,580
Comptes à recevoir	60,244	14,398
Dépenses avancées	33,329	19,363
Achat de logement pour le personnel	126,758	44,326
Dépôts en garantie	12,800	17,514
Diminution du passif		
Fonds extérieurs pour projets spéciaux	—	293,903
	<hr/>	<hr/>
	233,131	1,874,084
Augmentation nette du solde comptant	53,972	48,731
Solde comptant au début de l'année	89,096	40,365
	<hr/>	<hr/>
Solde comptant au 31 mars 1975	\$ 143,068	\$ 89,096
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

**Notes aux états financiers**

**31 mars 1975**

**1. Méthode de comptabilisation**

Les frais d'administration du Centre sont passés suivant un système de comptabilité d'exercice. Cependant pour certains des frais relatifs aux projets, les dépenses effectuées en vertu d'un contrat ne sont passées qu'à la date effective du paiement.

Les immobilisations sont passées en compte dans l'année de leur acquisition, à l'exception des deux maisons de rapport qui sont comptabilisées à leur prix coûtant avec amortissement fixe de 4% l'an.

**2. Engagements**

Sous réserve de la remise de fonds par le Parlement, le Centre s'est engagé à faire des contributions totalisant \$18,514,228. A ce montant, il y a lieu d'ajouter, d'une part, \$920,809 représentant des offres fermes faites par le Centre mais non encore acceptées par les intéressés, et d'autre part \$2,191,697, montant d'engagements pris par le Centre devant être assurés avec des fonds fournis par l'Agence Canadienne pour le Développement International en vertu d'accords portant sur deux projets de recherche pour le développement.

**3. Traitements des cadres supérieurs**

Des traitements totalisant \$337,039 ont été payés aux 11 cadres supérieurs.

# 1974 1975

Au cours de l'exercice 1974-75, un montant de 1,980,673 dollars a été affecté aux projets préliminaires aux programmes. Le tableau suivant expose l'affectation de ces fonds répartis par programme:

## Projets préliminaires aux programmes

Les projets préliminaires aux programmes consistent en deux genres d'activités principales:

1. *Les consultations*, soit à court terme en vue de la préparation de projets déterminés, soit pour différentes périodes de temps pour le développement de questions intéressant le Centre dans l'organisation de son programme général. A ces fins, le Centre a passé cette année 85 contrats de consultation.

2. *Réunions, séances de travail et colloques* organisés soit dans l'intention d'aider des projets précis, soit pour explorer de nouvelles possibilités pouvant se concrétiser par des projets. Au cours de l'année, le Centre a participé à 132 réunions qu'il a par ailleurs subventionnées.

au 31 mars, 1975

Programme des divisions	Consultances	Séances de travail	Total
Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition	\$ 51,912	\$ 454,034	\$ 505,946
Sciences de l'Information	64,196	332,999	397,195
Sciences de l'Industrie et de l'Ingénierie	17,250	—	17,250
Sciences de la Population et de la Santé	217,075	168,887	385,962
Sciences Sociales et Ressources Humaines	95,267	331,347	426,614
Vice-Président, International	12,000	59,206	71,206
Vice-Président, Relations Canadiennes et avec Organismes Donateurs	—	176,500	176,500
<b>Total général</b>	<b>\$457,700</b>	<b>\$1,522,973</b>	<b>\$1,980,673</b>

## Consultations

Le Centre passé des contrats avec des conseillers qui ont reçu mission de voyager et de faire des rapports dans un grand nombre de domaines. Il en est résulté 85 contrats de consultation qui ont coûté au Centre, pendant l'année considérée, 457,700 dollars. Voici quelques exemples de ces consultations:

- La détermination, par un phytologue canadien, des priorités de recherche en matière d'herbages et de pâturages au Mexique.
- La participation d'un expert canadien à un séminaire tenu à Dakar en décembre 1974 sur l'utilisation de l'énergie solaire, permettant ainsi au Centre de suivre les développements dans ce domaine.
- L'aide financière apportée à des écrivains est-africains, qui préparent une étude sur les essais de planning familial au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda; cette étude paraîtra dans une publication de l'année 1975 du Conseil de la Population traitant de ce problème à l'échelle mondiale.
- Le voyage d'un expert coréen à travers quatre pays d'Asie, pour sa participation à la préparation de propositions de recherche en vue d'un projet régional sur la gestion des sociétés d'intérêt public.
- La participation d'un nutritionniste asiatique à l'établissement d'un programme d'enseignement visant à l'amélioration des méthodes de traitement et de stockage du manioc en Thaïlande.
- L'enquête menée par deux experts latino-américains en information industrielle et commerciale sur la possibilité, pour le Centre, de participer à la création d'un Centre national d'information et de documentation en matière d'industrie et de commerce, en Bolivie.
- L'assistance fournie à M. Myer Cohen pour lui permettre de présider le Comité technique sur l'approvisionnement en eau et les problèmes sanitaires dans les régions rurales et d'aider les chercheurs dans leurs efforts en vue d'une action internationale en la matière.
- Les consultations entre un phytologue canadien, l'Institut international de recherches sur le riz et le Centre, sur les réactions allopathes observées sur les plantes dans les cultures intercalaires.
- Une étude des programmes et des priorités de base en matière d'éducation en Nigeria, en Zambie et en Tanzanie, pour assister le Centre dans la détermination des recherches prioritaires.

## Réunions

Le Centre a également financé, seul ou avec le concours d'autres institutions, des colloques, des ateliers de travail, des conférences, dont voici seulement quelques exemples:

- Trois colloques de chercheurs et de dirigeants consacrés aux recherches qui s'imposent dans le domaine de l'éducation. Tenus en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ces colloques étaient organisés par le Centre pour le compte d'un groupe d'organismes donateurs intéressés à voir leurs contributions, relativement modestes, produire les meilleurs résultats possibles dans le cadre des grandes dépenses consacrées par les pays du Tiers Monde au domaine de l'éducation.
- Un séminaire itinérant de 10 jours sur la distribution des soins médicaux dans les campagnes a permis la réunion de responsables de sept pays d'Amérique latine en vue de faire mieux connaître les services assurés par les auxiliaires médicaux de niveau secondaire et élémentaire aux habitants des régions rurales. Une série d'ateliers de travail est venue faire suite aux visites rendues aux sites de développement des programmes existants d'hygiène et de santé rurales au Venezuela, à Panama et au Guatemala.
- Un atelier sur les produits halieutiques en vue de découvrir le moyen de réduire la perte encourue habituellement dans le traitement du poisson en zone tropicale. Des techniciens de treize pays ont pu déterminer les produits spécifiques qui n'exigent pas de réfrigération et qui peuvent être conservés dans des emballages sûrs et bon marché.
- Vingt-six auteurs et directeurs de publications scientifiques de l'Asie du Sud-Est réunis à Manille pour discuter des moyens de faire plus de place aux matières scientifiques dans les media d'information et de créer ainsi une ambiance favorable aux programmes de développement. Le séminaire était présidé par la Fondation de la Presse de l'Asie.
- Un atelier de travail tenu à Ottawa en collaboration avec le "International Potato Centre of Peru" à titre de première étape sur la voie de l'établissement de méthodes simples qui permettraient aux petits cultivateurs de conserver leurs pommes de terre au cours d'un entreposage prolongé.

# 1974 1975

## Ressources humaines

Fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est tracée à cet égard, le Centre prend soin d'inclure dans la presque totalité des projets qu'il finance des fonds spécifiquement affectés à la formation de jeunes spécialistes et au développement de leur talent.

En complément de cette formation prévue dans le cadre des projets, le Centre finance d'autres programmes destinés à promouvoir la compétence professionnelle d'hommes de science dans les pays en voie de développement. En 1974, a été approuvé un troisième renouvellement du Programme régional de recherche et de formation en Asie que le Centre finance en association avec le Conseil de développement agricole. Le programme répond au besoin d'améliorer et de mettre à jour la formation de jeunes universitaires, de déterminer des secteurs importants de recherche et de découvrir les chercheurs correspondants dans le domaine des "sciences sociales rurales". De plus, en janvier 1975, ont été octroyées les 13 premières bourses à de jeunes Asiatiques spécialistes des sciences sociales pour leur permettre d'entreprendre des travaux en matière de population, et ce en vertu d'un Programme de recherche sur les problèmes de population dans l'Asie du Sud-Est (SEAPRAP).

Le programme de bourses au titre des Ressources Humaines a été renouvelé pour une cinquième année par le Centre. Il se propose deux objectifs: d'une part de venir en aide à des chercheurs du Tiers Monde, d'autre part d'augmenter au Canada même le nombre de personnes de niveau dit professionnel initiées aux problèmes de développement. Il y a eu cependant des changements au programme durant 1974-1975: une nouvelle catégorie, celle des "associés de recherche senior" s'ajoute à celle des "associés de recherche" à la fois pour le Canada et pour les pays en voie de développement.

Ces bénéficiaires de bourses sont des hommes de métier de niveau supérieur qui ont travaillé et travailleront encore dans le domaine du développement. La catégorie des "fellows de recherche" est désormais réservée à des chercheurs éminents. Une autre nouvelle catégorie, "bourses de formation ante-post projet", s'adresse à des personnes originaires de pays en voie de développement qui ont été ou seront vraisemblablement amenées à collaborer à des projets financés par le CRDI.

On trouvera dans les pages suivantes un exposé sur les sept catégories de bourses ci-dessous énoncées, de même qu'une liste des candidats qui bénéficieront d'une bourse au cours de l'année prochaine:

1. Bourses de recherches — thèse de doctorat
2. Bourses de recherches et de voyages
3. Bourses aux associés de recherche (Canada)
4. Bourses aux associés de recherche (pays en voie de développement)
5. Bourses aux associés de recherche senior
6. Fellows de recherche
7. Bourses de formation ante-post projet

On trouvera de plus un résumé sur les travaux entrepris par les boursiers de l'année 1974-1975.

### **Bourses de recherches — thèse de doctorat**

Elles visent à permettre au boursier, une fois terminées les études prescrites, de faire des recherches pour la préparation d'une thèse de doctorat. Elles sont réservées aux diplômés universitaires canadiens qui, de par le choix du sujet de leur thèse, se trouvent déjà engagés dans le domaine du développement. En général la recherche aura lieu dans un pays en voie de développement.

Ces bourses sont accordées à des citoyens canadiens ou à des immigrants reçus depuis trois ans, à la suite d'un concours annuel. Le montant de chacune de ces bourses annuelles comprend des émoluments s'élevant à 5,500 dollars, une allocation de 1,000 dollars au maximum pour les frais occasionnés par la recherche et en plus, les frais de déplacement aller-retour au site du travail. Par ailleurs, des fonds sont

mis à la disposition du Directeur de thèse pour lui permettre de rencontrer le boursier sur place. En agissant ainsi, le Centre espère, d'une part assurer aux bénéficiaires des bourses la direction et le contrôle nécessaires, et d'autre part, consolider les liens qui unissent les universitaires canadiens à ceux du monde en voie de développement.

En 1974-1975 six diplômés ont été recommandés pour ce type de bourse et une bourse a été accordée à un autre diplômé:

---

### **Bourse accordée**

#### **Boursier**

Nicole Pariseau  
Montréal, Québec

#### **Sujet de thèse**

Les structures de communication comme moyen et objet de transformation socioéconomique en milieu rural: le cas de Marie-Galante

#### **Université**

Département d'Anthropologie  
Université de Montréal

#### **Lieu d'attache**

Centre de recherches caraïbes de Fonds St-Jacques (Martinique) et Centre d'études de géographie tropicale (Bordeaux, France)

### **Bourses recommandées**

#### **Boursier**

Johannes L. Bakker  
Toronto, Ontario  
Daniel T. G. Hazlett  
Guelph, Ontario  
S. Ragnar Johnson  
Mississauga, Ontario  
Johanna M. Lanfranco  
Hamilton, Ontario  
Chukuma E. Nwachuku  
Waterloo, Ontario  
Denis Turcotte  
Québec, Québec

#### **Département et université**

Département de Sociologie  
Université de Toronto  
Département d'Études vétérinaires  
Université de Guelph  
Institut d'Anthropologie sociale  
Université Oxford  
Département des Sciences politiques  
Université McMaster  
Département de la Systématique  
Université de Waterloo  
Département des Sciences politiques  
Université Laval

---

**Bourses de recherches et de voyages**

Ces bourses sont destinées, dans l'esprit du Centre, à donner des connaissances pratiques à de jeunes professeurs qui se sont intéressés aux problèmes de développement international dans le cours de leur vie universitaire. Ils auront été membres du corps enseignant pendant cinq ans au plus. Ils se chargeront alors de toute la recherche en cours dans un pays en voie de développement ou y effectueront des recherches partielles. Il leur est alloué jusqu'à 1,500

dollars pour frais de déplacement et de recherche. Généralement il s'agit de travaux financés par d'autres institutions mais, sans l'aide du Centre, ils ne pourraient se rendre sur les lieux. Une dizaine de bourses sont ainsi disponibles chaque année.

En 1974-1975 une bourse du genre a été accordée et deux candidats ont été proposés:

**Bourse accordée****Boursier**

Raymond F. Currie  
Winnipeg, Manitoba

**Sujet**

Projet d'observation des programmes de développement financés par "Développement et Paix" (CCODB) dans plusieurs pays d'Amérique latine

**Lieu d'attache**

Panama, Colombie,  
Pérou, Équateur

**Département et université**

Département de Sociologie  
Université du Manitoba

**Bourses recommandées****Boursier**

Paul S. Sachdev  
St-Jean, Terre-Neuve  
Florian Sauvageau  
Québec, Québec

**Département et université**

Département du Travail social  
Université Memorial, Terre-Neuve  
Département du Journalisme  
Université Laval

### Bourses aux associés de recherche (Canada)

Le Centre s'est attaché à améliorer les connaissances de certains Canadiens de niveau professionnel qui ont consacré une dizaine d'années de leur vie active à une carrière déterminée. En offrant à ces personnes la possibilité de se livrer pendant un an à des travaux de recherche, souvent accompagnés de formation, le Centre espère fournir à des Canadiens qui s'intéressent au développement international, la possibilité de parfaire leurs connaissances et d'aiguiser leurs aptitudes pendant qu'il encourage ceux qui ont peu ou pas d'expérience des pays en voie de développement à explorer ce champ d'activité. Les bourses offrent donc les moyens matériels d'un an de recherche, de formation spécialisée ou d'enquête sur les problèmes des pays en voie de développement.

Dix bourses sont accordées chaque année à des Canadiens ou à des immigrants reçus ayant déjà trois années de résidence au Canada. Chaque bourse comprend des émoluments qui peuvent aller jusqu'à 17,500 dollars, les frais de déplacement du boursier et de sa famille et les frais de déplacement professionnel, ainsi que les frais de recherche et de formation jusqu'à concurrence de 2,000 dollars. Il y a eu depuis 1971 42 bourses accordées (voir rapports précédents) et, cette année, il y a eu dix recommandations, dont la liste apparaît ci-dessous:

### Bourses recommandées

#### Boursier

Monique Gauthier  
Laval-des-Rapides, Québec  
Alan M. Grant  
Kingston, Jamaïque  
Zdenek Kalensky  
Ottawa, Ontario  
Alain Maillard  
Ste-Foy, Québec

Norman B. McLeod  
Toronto, Ontario

Robert J. Ogle  
Saskatoon, Saskatchewan  
Michael J. Porter, M.D.  
Thornhill, Ontario  
John Ritchie  
Hudson, Québec  
H. Miriam Ross  
Springhill, Nouvelle Écosse  
Gaétan Sirois  
Ste-Foy, Québec

#### Profession

Biologiste des pêches  
Conseiller technique à l'ACDI, College of Arts,  
Science & Technology, Kingston (Jamaïque)  
Chercheur scientifique, Institut d'aménagement  
forestier, Ministère de l'Environnement (Ottawa)  
Expert en coopération avec l'extérieur du ministère  
de l'Éducation du Québec; directeur du Centre de  
recherches architecturales et urbaines, Université  
d'Abidjan  
Ministre du culte,  
Bloor Street United Church, Toronto

Prêtre, Église catholique romaine, Saskatoon

Dermatologue  
Étudiant à l'Université Carleton  
École des Affaires internationales (M.A.)  
Étudiante, cours pour les titulaires de maîtrise,  
École des Infirmières, Université de Washington

Ingénieur conseil, sciences forestières

### Bourses aux associés de recherche (pays en voie de développement)

Les bourses de cette catégorie visent à assister des personnes de niveau professionnel qui oeuvrent pour le développement de leur pays en leur permettant de se consacrer pendant un an, soit à la recherche, soit à leur formation, selon les besoins de leur carrière. Les

bourses sont accordées par nomination et sélection, non par concours public comme c'est le cas pour les Canadiens. Depuis la création de ces bourses en 1973, 14 bourses ont été octroyées. Ci-après les cinq bourses accordées en 1974-75 et les deux recommandations cette même année:

---

### Bourses accordées

<b>Boursier</b>	<b>Sujet de la recherche</b>	<b>Lieu d'attache</b>
Mme Meena Acharya Népal	Recherche sur la mobilisation des ressources et les modes de développement économique au Népal.	Institute of Social Sciences La Haye et Népal
Mme Banke Akerele Libéria	Étude sur l'élargissement des possibilités d'emploi de jeunes africaines instruites dans le secteur moderne du pays.	Université Northwestern Evanston, Illinois, U.S.A.
Jonathan O. Dipeolu Nigeria	Recherche en vue d'édifier une bibliographie étendue (avec rétrospective) sur le Nigeria.	Université de Boston Boston, Mass., U.S.A.
Ali A. Mazrui Kenya	Recherche en vue d'établir la base d'une monographie de l'incidence des changements politiques sur les structures et valeurs sociales en Afrique.	Institute of Development Studies Angleterre et Kenya
D. I. Obeyesekere Sri Lanka	Études à l'École de Commerce de l'Université Columbia.	Université Columbia New York, U.S.A.

### Bourses recommandées

<b>Boursier</b>
Ashok Valji Desai Inde
Jahangir Mehrbanpour Iran

---

### Bourses aux associés de recherche senior

Cette nouvelle bourse s'ajoute à la bourse accordée aux associés de recherche. Elle est octroyée à des professionnels senior qui ont été longtemps actifs dans le domaine du développement et elle intéresse les deux catégories d'associés (Canadiens et non-Canadiens). Comme dans le cas des associés de recherche appartenant aux pays en voie de développement, les titulaires seront choisis et nommés par un

comité présidé par le président du Conseil des Gouverneurs, et non par concours public. On octroiera jusqu'à dix bourses annuelles qui comprendront des émoluments de base de 25,000 dollars par bourse. Bien qu'il n'y ait pas eu octroi de bourses de ce genre durant l'année 1974-1975, les noms d'un certain nombre de personnes ont été avancés et la sélection aura lieu dans les prochains mois.

### Fellows de recherche

Outre l'encouragement qu'il apporte aux jeunes scientifiques et autres personnes de niveau professionnel en vue de développer leurs aptitudes, le Centre a voulu reconnaître, par ses bourses au fellows de recherche, les hauts niveaux atteints et les contributions capitales apportées par certaines personnalités dans le domaine du développement. Ces bourses leur procurent la possibilité de tirer le meilleur parti de leur expérience passée grâce à une année de recherche, de réflexion et de composition d'ouvrages. La nature des travaux et le lieu d'attache sont à l'entière discrétion du bénéficiaire. Les nominations — cinq au maximum — sont faites par le Comité de Direction du Conseil des Gouverneurs sur recommandation du Président. Depuis 1971 treize fellows de recherche, dont les noms ont paru dans de précédents rapports, ont terminé leurs travaux. Les fellows de recherche pour cette année sont au nombre de deux:

### Bourses de formation ante-post projet

Cette nouvelle catégorie de bourse, créée en 1974-1975, vise, d'une part, à pousser la formation de personnes originaires de pays en voie de développement qui ont collaboré à des projets financés par le CRDI et, d'autre part, à assurer la formation d'autres personnes préalablement à leur participation aux projets subventionnés par le Centre. La présentation des candidats et leur sélection sont effectuées par la Division intéressée en collaboration avec la Division des Sciences Sociales et des Ressources Humaines. Le nombre de bourses annuelles est variable, comme le sont leur montant. La nature du travail et le lieu d'attache varient évidemment d'après les candidats choisis. Les deux premières bourses octroyées en 1974-1975 sont allées à:

*Gérald Fortin*, directeur du Centre de recherches urbaines et régionales de l'Université du Québec à Montréal. M. Fortin analyse l'influence possible de l'organisation spatiale au coeur des grandes villes d'Amérique latine sur les structures sociales et les systèmes de valeurs dans les diverses localités.

*Gérard K. Helleiner*, professeur d'économie politique à l'Université de Toronto. M. Helleiner entreprend des travaux de recherche sur l'ordre économique international, notamment une étude sur les importateurs nord-américains, les barrières douanières et les produits manufacturés exportés par les pays moins industrialisés.

---

### Bourse de formation ante-projet

#### Boursier

Ishwarduth Topsy  
Île Maurice

#### Sujet de la recherche

Programme de formation de 3 ans  
en bibliothéconomie

#### Lieu d'attache

Université des West Indies  
Kingston, Jamaïque

### Bourse de formation post-projet

Victor E. Paner  
Philippines

Études de doctorat en horticulture

Université de Guelph  
Guelph, Ontario

---

# 1974 1975

## L'élément humain

Jusqu'à maintenant les statistiques publiées dans le Rapport annuel ont reflété l'activité du Centre dans le domaine des projets et de leur financement, mais cette activité possède une autre dimension au moins aussi importante que les deux premières: il s'agit de son élément humain.

Malgré sa montée spectaculaire des cinq dernières années, le Centre est petit si on le compare à beaucoup d'autres organisations internationales. À la fin de la dernière année financière, il employait quelque 330 personnes, dont 252 à son siège social, sis à Ottawa. Comme il se doit, puisqu'il s'agit d'une organisation internationale, environ 20 pour cent de son personnel n'est pas de nationalité canadienne: en tout quelque 64 personnes représentant 26 pays dont beaucoup appartiennent au Tiers Monde.

Ce sont là les statistiques "humaines" du Centre. Comme la plupart des statistiques, elles ne montrent qu'une partie de la réalité. Comment calculer statistiquement, en effet, le résultat du remarquable travail exécuté par des membres du Centre pour le compte d'autres organismes de développement, aussi bien au Canada qu'à l'étranger?

À cet égard le Centre s'est trouvé participer, directement ou non, à beaucoup de ces grandes conférences telles que la Conférence Mondiale sur l'Alimentation et la Conférence Mondiale sur la Population qui se sont déroulées sur la scène internationale. On parle moins, bien qu'elles ne le cèdent en rien aux autres en importance, des activités de beaucoup de ces petits comités ou groupes de travail hautement spécialisés. Là aussi le Centre est présent.

En acceptant de devenir membre de tels organismes, le Centre permet à ses spécialistes de faire profiter leurs collègues de leurs connaissances propres et de celles que le Centre a pu répertorier. Il peut même parfois jouer le rôle de catalyseurs en facilitant la

rencontre de chercheurs et de technocrates qui, autrement, seraient restés isolés les uns des autres.

Ces activités extérieures, trop nombreuses pour être énumérées ici en détail, sont l'une des voies qu'emprunte le Centre à la poursuite de l'un des objectifs qui lui ont été assignés par sa loi constitutive en 1970, soit: "d'encourager en général la coordination de la recherche pour le développement international".

### Cadres supérieurs du Centre

Président

W. David Hopper

Vice-Président, Relations Canadiennes  
et avec Organismes Donateurs  
Lucien Michaud

Vice-Président, International  
Cheikh Hamidou Kane

Directeur de l'Administration  
John J. Comeau

Secrétaire  
James C. Pfeifer

Trésorier  
Raymond J. Audet

Directeur, Sciences de l'Agriculture,  
de l'Alimentation et de la Nutrition  
Joseph J. Hulse

Directeur, Sciences de l'Information  
John E. Woolston

Directeur, Sciences de la Population et de la Santé  
George F. Brown

Directeur, Sciences Sociales et Ressources Humaines  
Ruth K. Zagorin

Directeur, Publications  
David Spurgeon

### Directeurs régionaux

Bureau régional pour l'Asie  
Nihal Kappagoda

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest  
E. Anthony Price  
(jusqu'à mai 1975)  
Stanislas Adotevi  
(à partir de juin 1975)

Bureau régional pour l'Amérique latine  
Henrique Tono T.

Bureau régional pour le Moyen-Orient  
et l'Afrique du Nord  
Salah Dessouki

### **PUBLICATIONS**

La liste complète des ouvrages publiés par le Centre au cours de cette année se trouve sur les pages inverses de ce Rapport. Cette liste comprend, avec titres en anglais, en français et en espagnol, les titres de la série des monographies du CRDI, les autres publications du CRDI, ainsi que les publications ayant bénéficié de l'aide financière du Centre et toutes autres publications rédigées par les cadres et les conseillers du Centre en 1974-75.